

Numéro 49 - 1^{er} août 2020

Le programme Objectif Canada numérique

Le gouvernement fédéral favorise de puissants intérêts privés

- K.C. Adams -



Discussion sur la réouverture des écoles

- Les enseignants et les travailleurs de l'éducation de l'Alberta doivent s'affirmer comme décideurs
- Kevan Hunter -
 - Ça peut être fait de façon sécuritaire!
Ça doit être fait de façon sécuritaire!
- Laura Chesnik et Enver Villamizar, animateurs du balado «L'éducation est un droit» -
- Les plans de réouverture des écoles primaires et secondaires en Ontario
- Retour en classe au Québec avec la COVID-19

75e anniversaire de l'utilisation des armes nucléaires à Hiroshima et Nagasaki

- Plus jamais ça! Tout en oeuvre pour faire du Canada une zone de paix
- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) -
- Opposons-nous à de nouvelles dépenses de 19 milliards de dollars en appui aux agressions des États-Unis
- George Allen -

- **Journée d'action: «Grève pour la paix climatique, pas de nouveaux avions de chasse»**

Le drapeau des puissances coloniales vaincues au Vietnam est hissé sur la colline du Parlement

- **Le PCC(M-L) condamne la promotion de la division et de la haine par le gouvernement canadien**
 - **NON à la promotion de la haine!**

Oui à la promotion de relations amicales avec le peuple du Vietnam!

- La Société d'amitié Canada-Vietnam -

- **Déclaration d'un jeune Vietnamien né au Canada**

Les monuments officiels en hommage aux racistes, nazis et fascistes

- **Les Canadiens s'opposent aux monuments commémoratifs nazis**
 - Dougal MacDonald -**
- **Manifestation contre les monuments racistes et coloniaux**
- **La criminalisation de la dissidence des Noirs doit cesser, les monuments rendant hommage aux racistes et au racisme doivent être retirés**
 - Artistes en appui à la vie des Noirs -**

30 ans du Forum de Sao Paulo

- **Message de salutations du PCC(M-L)**
- **L'unité anti-impérialiste est la tactique et la stratégie de la victoire**
 - Le président cubain Miguel Diaz-Canel -**

Le programme Objectif Canada numérique

Le gouvernement fédéral favorise de puissants intérêts privés

- K.C. Adams -

Le 11 juillet, l'Agence de développement économique du Canada pour le sud de l'Ontario a annoncé le lancement d'un partenariat appelé Objectif Canada numérique dont le but serait d'«aider près de 23 000 entreprises ontariennes à passer au numérique». Les partenaires cités comprennent des maires et des représentants d'associations commerciales et de chambres de commerce de l'Ontario, un administrateur de Google et un autre de Shopify. Dans le cadre de ce programme, l'agence fédérale et le gouvernement de Doug Ford ont formé un partenariat de 58 millions de dollars avec Shopify «Initiative pour le numérique et les rues principales».

Le programme du gouvernement fédéral Go Digital Canada livre les détaillants à l'emprise de Shopify avec la promesse s'étendre leur auditoire avec des sites Web commerciaux. Beaucoup de ces entreprises devront payer un loyer de commerce électronique à la fin de leur période d'essai de

trois mois. Le programme cimente le lien existant entre Shopify et le gouvernement fédéral. Shopify a aussi obtenu un contrat d'Ottawa pour développer une application de traçage de contacts en Ontario. Shopify est un géant multinational du commerce électronique, dont le siège social est à Ottawa. En 2019, ses revenus s'élevaient à 1,58 milliard de dollars et plus d'un million d'entreprises utilisaient sa plateforme dans 175 pays.

« Ottawa consolide ses liens avec Shopify avec un nouveau programme d'aide aux petits détaillants » était le titre d'un récent article du *Globe and Mail*. L'auteur écrit : « Le gouvernement fédéral a établi un partenariat avec Shopify Inc. pour aider les petits détaillants canadiens à ouvrir des boutiques en ligne durant des périodes d'essai de 90 jours. Les libéraux au gouvernement approfondissent leurs liens avec la compagnie cotée en bourse la plus profitable du Canada. »

Par ces partenariats public-privé, les gouvernements favorisent des intérêts privés particuliers. La prétention de servir le bien commun et le bien-être de tous les Canadiens s'est envolée. La gouvernance par le système de partis cartellisés en est venue à signifier en pratique représentation et promotion dans le gouvernement des intérêts privés les plus puissants et de leurs riches propriétaires.

Pour expliquer son partenariat avec Shopify, le gouvernement dit que la plateforme de commerce électronique de la compagnie existe déjà, que les détaillants peuvent l'acheter et de s'en servir et qu'une infrastructure publique à coût minime n'est pas possible. Il faut dire *Non !* à ce partenariat et exiger la création de plateformes publiques de commerce électronique qui seront mises à la disposition de tous en tant que bien commun et ressource publique. Cette alternative est absente du discours officiel parce que cette discussion est bannie et n'a jamais lieu. La seule chose qui ait un sens pour les élites dirigeantes est que les riches deviennent encore plus riches afin de pouvoir consolider leur contrôle et leur pouvoir sur l'économie et les affaires politiques. Tout privatiser, y compris les plateformes de commerce électronique et l'embauche des jeunes pour les emplois d'été, est la devise des gouvernements des riches. Le seul différend entre les partis cartellisés et les autres représentants des riches porte sur quels intérêts privés seront favorisés.

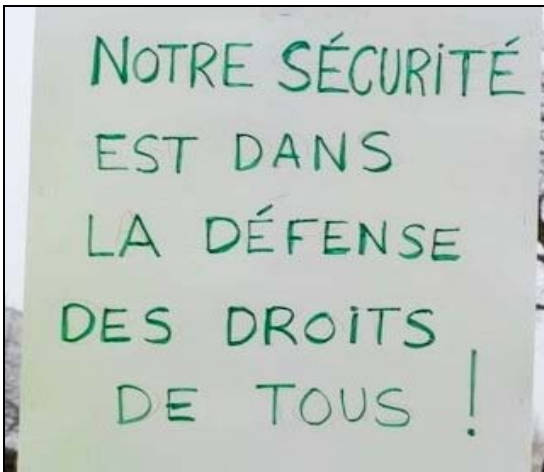


Selon le *Globe and Mail* : « En coulisse, le PDG de Shopify, Tobi Lutke, offre sur une base régulière des conseils aux membres du gouvernement sur les questions numériques, y compris la technologie de traçage de contacts. » En fait, la relation ne se limite pas à « offrir des conseils ». La directrice générale de Shopify, Sylvia Ng, a été nommée à la direction du programme Objectif Canada numérique du gouvernement fédéral. Ng fait valoir dans l'article du *Globe and Mail* que Shopify et le gouvernement fédéral « ont un intérêt commun et partagent un engagement à soutenir la numérisation des petites entreprises par Shopify ». Un « intérêt commun », c'est peu dire, puisque Shopify a atteint des sommets en devenant du jour au lendemain une entreprise mondiale valant plusieurs milliards de dollars et ses propriétaires font maintenant partie des oligarques les plus riches au Canada.

Toujours selon le *Globe and Mail* : « Le registre des lobbyistes indique que Shopify se livre à des activités de lobbying auprès du gouvernement fédéral à 27 reprises depuis 2017, 22 de ces démarches ayant eu lieu dans les six derniers mois » et des ministres fédéraux rencontrent régulièrement les dirigeants de la compagnie. « Les représentants de Shopify ont rencontré le premier ministre Justin Trudeau et [la ministre fédérale de la Petite entreprise et de la Promotion

des exportations et du Commerce international] Mary Ng [aucun lien de parenté avec Sylvia Ng] au début de mai, selon les informations. Ils ont aussi eu des rencontres séparées avec les chefs de cabinet de M. Trudeau et [la ministre] Ng depuis le début de la pandémie. [Le PDG de Spotify] Lutke a présidé la Table sectorielle de stratégies économiques en matière d'industries numériques en 2017. [...] Shopify a accueilli M. Trudeau, la ministre Ng et le ministre de l'Innovation Navdeep Bains dans ses bureaux dans le cadre de divers événements ces dernières années et M. Trudeau est apparu aux côtés de M. Lutke sur la scène de la conférence annuelle Unite de la compagnie en 2018. »

Le quotidien écrit que Ryan Nearing, un porte-parole de la ministre Ng, lui a dit que le partenariat et le lien du gouvernement avec Shopify « développent notre relation avec l'industrie - en travaillant en collaboration avec le secteur privé sur des projets qui aideront les entrepreneurs canadiens à réussir ».



À mesure que les intérêts privés prennent le contrôle des gouvernements, l'intérêt public et le bien commun sont relégués aux oubliettes. Les intérêts privés étroits des oligarques les plus puissants deviennent la pierre angulaire des politiques gouvernementales. Il n'y a pas de discussion sur une alternative dans les hauts lieux du pouvoir puisque le système politique bloque la voie aux travailleurs et les empêche de se représenter eux-mêmes, de donner leurs opinions sur la direction des affaires économiques et politiques du pays et de prendre des mesures qui leur soient favorables.

Tout cela pointe à la nécessité du renouveau politique. La classe ouvrière s'organise et se bat contre cet effort des riches et de leurs représentants politiques de tout contrôler. Les Canadiens font entendre leur opposition à cette prise de contrôle des gouvernements par les riches oligarques. La bataille *pour* la démocratie est en marche et doit mener à l'abrogation de toutes ces mesures visant à servir et à payer les riches. La bataille *de* la démocratie nécessite que la classe ouvrière s'investisse du pouvoir décisionnel par de nouvelles formes politiques dont le but fondamental est de garantir le bien-être et la sécurité de tous et de toutes. La bataille est commencée avec les appels: *Arrêtez de payer les riches !* et *Arrêtez de servir leurs intérêts étroits privés!*

Le temps est venu de passer à une alternative qui comprend l'augmentation des investissements dans les programmes sociaux et les services publics et une entreprise publique sous le contrôle des travailleurs. Le temps est venu de mettre en place des institutions politiques qui interdisent aux intérêts privés d'usurper le pouvoir et de supplanter l'intérêt public. Cela peut se faire ! Cela doit se faire !

Discussion sur la réouverture des écoles

Les enseignants et les travailleurs de l'éducation de l'Alberta doivent s'affirmer comme décideurs

- Kevan Hunter -

Le gouvernement albertain a annoncé ses plans pour un retour à l'école en septembre lors d'une

conférence de presse le 21 juillet. L'annonce a été faite alors que les cas de COVID-19 sont à la hausse de façon significative dans la province, atteignant des taux de nouveaux cas par jour inégalés depuis avril. En dépit de cette tendance, il a été annoncé que les classes « en personne » reprendront au commencement de l'année scolaire 2020-2021, dans des conditions qu'on qualifie de « quasi normales » avec certaines mesures à instituer pour contrôler la propagation de la COVID-19. Bien que les écoles doivent prévoir des plans d'urgence au cas où le plan changerait et qu'on décide plutôt que les élèves ne pourront être en classe que des demi-journées ou devront exclusivement faire les classes en ligne, pour l'instant le gouvernement prévoit que les écoles seront ouvertes à tous les étudiants toute la journée.

Les directives du gouvernement pour le retour à l'école imposent certaines exigences aux commissions scolaires et fait des recommandations qui sont facultatives. Les étudiants et le personnel doivent pratiquer le lavage des mains au savon ou au désinfectant lorsqu'ils entrent et sortent de l'école et lorsqu'ils entrent dans les salles de classe. Les écoles doivent prévoir des procédures de nettoyage intensif des surfaces à contact fréquent. Les étudiants et le personnel doivent évaluer eux-mêmes s'ils ont des symptômes et, s'ils en ont, rester à la maison. Il y a aussi des procédures pour la consommation de nourriture, pour les étudiants qui tombent malades à l'école, etc.[1]

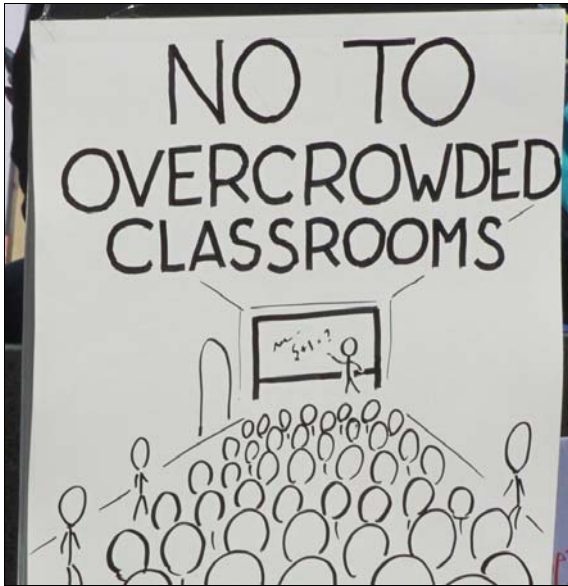


Ce qui est absent de toutes ces recommandations et exigences est la participation des enseignants et des travailleurs de l'éducation ainsi que le financement requis pour mettre le plan en pratique. De toute évidence, la raison pour laquelle le gouvernement a tout simplement arrêté de consulter l'Association des enseignantes et enseignants de l'Alberta (AEEA) en juin est qu'il n'avait aucune intention de tenir compte des préoccupations soulevées concernant l'application pratique des nouvelles mesures. Prétendre que ces mesures peuvent être mises en oeuvre sans la contribution du personnel et sans le financement nécessaire est totalement irresponsable et les enseignants, les parents et les étudiants sont nombreux à s'inquiéter. En tant que travailleurs de l'éducation qui font fonctionner les écoles, enseignent aux enfants et entretiennent les écoles, nous devons avoir un mot décisif dans la planification du retour à l'école. Les annonces arbitraires du gouvernement indiquent qu'il refuse de prioriser les intérêts des enfants et des jeunes et de ceux et celles qui dispensent l'éducation.

Les problèmes actuels de ratios élèves/enseignants trop élevés, du manque d'enseignants de soutien et d'intervenants pour les élèves ayant des besoins particuliers et du manque flagrant de personnel d'entretien sont devenus encore plus criants dans le contexte de la pandémie. Il ne peut y avoir de retour sécuritaire à l'ancienne « normalité ». La vie ne peut pas revenir à ce qu'elle était avant la pandémie.

En plus, plutôt que d'établir des normes minimales, les directives accordent une grande marge de manoeuvre dans l'application des mesures. Par exemple, le nombre d'élèves par banc dans les autobus scolaires doit être restreint « lorsque réalisable ». En d'autres mots, du moment que les compagnies d'autobus, qui sont privées, décident qu'il n'est pas « réalisable » de mettre plus d'autobus sur la route avec moins d'élèves, elles peuvent continuer de fonctionner comme avant. Le guide dit que les chauffeurs doivent être munis d'une protection, mais sans préciser comment. Il suggère aux écoles un échelonnement des heures de début et de fin de classes ainsi qu'aux

changements de classes, mais sans plus de précisions.



Plusieurs sont également inquiets de constater qu'il n'y a rien de prévu en fait de distanciation physique. On recommande une distanciation de deux mètres, mais lorsque cela n'est « pas possible entre deux pupitres, il est recommandé d'espacer les pupitres le plus possible ». Ainsi, la réalité des ratios élèves/enseignants, qui sont trop élevés depuis plusieurs années, n'est pas prise en compte. Dans la vaste majorité des écoles de l'Alberta, les élèves ne pourront pas s'asseoir à deux mètres les uns des autres. Même si ce n'est pas la norme, certaines classes en Alberta ne peuvent même pas accommoder le nombre de pupitres requis pour l'ensemble des élèves, et pourtant le premier ministre parle de « distanciation physique lorsque possible ». Il n'y a pas de limite au nombre d'étudiants par classe en

Alberta. Lors de la conférence de presse qui a suivi l'annonce de la réouverture des écoles, il a été confirmé que cela ne changera pas.

Pour expliquer la décision de retourner à des classes « quasi normales », le premier ministre Jason Kenney et la ministre de l'Éducation Adriana LaGrange ont pris comme exemple la réouverture d'écoles dans d'autres régions du Canada et ailleurs dans le monde ainsi que l'expérience des classes d'été en Alberta. Mais ces exemples ne sont pas comparables. En Colombie-Britannique, dans un endroit mentionné, les élèves de la maternelle à la cinquième année ont pu être présents 50 % du temps et ceux de la sixième à la douzième, 20 % du temps. La participation s'est faite sur une base volontaire et un grand nombre d'élèves sont restés à la maison. Au Danemark – un autre exemple cité par le premier ministre –, les classes ont été réduites de moitié pour permettre la distanciation physique et les heures d'entrée ont été échelonnées, contrairement au plan albertain. Aussi, les cours d'été en Alberta ce mois-ci ont été limités à 15 élèves par classe. Lorsqu'on a demandé à la ministre de l'Éducation ce que l'exemple de moins de 15 élèves par classe nous dit par rapport à un retour sécuritaire en septembre, elle a été incapable de donner une réponse cohérente.

Comment garantir le droit à l'éducation dans le cadre d'une pandémie mondiale est une question sérieuse. La fermeture des écoles à la mi-mars a eu un impact néfaste sur les étudiants en termes d'apprentissage. Il y a aussi eu un déficit de socialisation et absence du soutien normalement prévu dans les écoles pour les étudiants les plus vulnérables. Le rôle du système d'éducation public dans une société moderne n'est pas seulement de voir à l'éducation des élèves, c'est aussi de voir au bien-être intégral des jeunes et il permet également aux parents d'aller travailler. Les enseignants sont bien conscients que pour un grand nombre d'élèves, l'apprentissage en ligne est loin d'avoir réussi à répondre à leurs besoins.

En annonçant que les étudiants retourneront en classe en septembre sans la participation active des enseignants, des enseignants ressources, du personnel d'entretien et de conciergerie, pour que ce retour se fasse de façon sécuritaire, le gouvernement Kenney déclare un retour au statu quo. La décision vient d'en haut et les écoles doivent voir à ce que cela marche. Si elles n'y réussissent pas, ce sera la preuve de l'échec des institutions publiques, ce qui servira de prétexte pour mettre une plus grande part de l'éducation publique au contrôle d'intérêts privés. Le gouvernement reconnaît qu'il y aura des cas de COVID-19 dans les écoles avec cette approche. La réaction immédiate de nombreux parents est d'évaluer les risques et les bienfaits d'envoyer leurs enfants à l'école et de prendre des décisions individuelles, ce qui réjouit Kenney puisque le « choix » en éducation est

une des pièces maîtresses de l'ordre du jour du Parti conservateur uni.

La réponse des enseignants, des travailleurs de l'éducation, des parents et des étudiants est d'affirmer leur appui à l'éducation publique. L'AEEA a embauché un infectiologue pour aider ses membres à mieux comprendre les plus récents développements scientifiques concernant la COVID-19 et organisé une assemblée communautaire le 29 juillet. Dans certaines écoles, les enseignants mettent sur pied des comités du personnel pour examiner comment le retour au travail peut se faire de la façon la plus sécuritaire possible. Le fait que le gouvernement Kenney est inapte à gouverner est évident. Il ne dépend que de nous de bâtir une alternative ! Les enseignants, les travailleurs de l'éducation, les étudiants et les parents doivent tout mettre en oeuvre pour développer la discussion dans et entre les écoles et dans les quartiers. Ensemble, nous trouverons comment nous orienter et trouverons une voie vers l'avant.



Note

1. Voir *Informations sur la COVID-19 : recommandations relatives au retour à l'apprentissage en classe - scénario 1*, Gouvernement de l'Alberta, 21 juillet 2020

Ça peut être fait de façon sécuritaire! Ça doit être fait de façon sécuritaire!

- Laura Chesnik et Enver Villamizar, animateurs
du balado « L'éducation est un droit » -



En ce moment, les résidents de pays comme le Canada et les États-Unis subissent la pression de prendre parti pour ou contre la réouverture des écoles, la présence des élèves en personne ou en ligne, à temps plein ou à temps partiel en classe. Cela est présenté comme un débat entre les risques que les gens sont prêts à prendre avec leurs enfants et les enfants des autres et les coûts en fait de bien-être mental et physique des enfants s'ils ne sont pas présents à l'école. Derrière cela, on trouve l'argument selon lequel pour maintenir les profits de différentes industries, les écoles doivent être rouvertes afin que les parents puissent être libérés pour travailler. Il existe une

sérieuse déconnexion entre les problèmes de santé publique qui touchent tout le monde et la direction de l'économie qui est socialement intégrée, mais contrôlée par le privé. C'est ce qui est à l'origine de la polarisation de la discussion sur la réouverture des écoles.

Cela devient un débat très tendu et personnel où ceux qui n'ont d'autre choix que d'envoyer leurs enfants à l'école pour travailler sont mis en opposition à ceux qui ont le choix ou qui ne peuvent pas risquer d'envoyer leurs enfants à l'école en raison de conditions de santé préexistantes qui les affectent, eux ou leurs enfants. Ce n'est cependant pas ainsi que le problème se pose, comme si c'était une question d'analyser les risques ou d'équilibrer les risques et les avantages, ce qu'on entend souvent.

L'éducation publique et la participation de la population pour atteindre l'objectif de vaincre la pandémie sont des éléments essentiels pour arrêter la propagation du virus et la maîtriser jusqu'à ce qu'un vaccin ou des régimes de traitement de masse soient en place. À cet égard, l'ouverture d'écoles à plein temps peut être un ingrédient pour arrêter le virus et pas seulement un « risque » qu'il faut contrebalancer par rapport à un autre « risque ». Cependant, cela peut également contribuer à propager le virus plus intensément et plus rapidement, selon les circonstances. Un enjeu important est la nécessité de maîtriser la transmission communautaire avant la réouverture des écoles.

Le Dr Michael Ryan, directeur général du Programme de gestion des situations d'urgence sanitaire de l'Organisation mondiale de la santé, a déclaré à cet égard lors du point de presse du 13 juillet : « Si nous supprimons le virus dans notre société, dans nos communautés, nos écoles peuvent ouvrir en toute sécurité. Il n'en demeure pas moins que lorsque la transmission communautaire existe et que la transmission communautaire est intense, les enfants seront exposés à ce virus et les enfants feront partie du cycle de transmission. Ils seront exposés, certains seront infectés et ils en infecteront d'autres[1]. »

Si la propagation communautaire est contrôlée, l'ouverture d'écoles peut contribuer à la maintenir sous contrôle et à éduquer les élèves sur comment et où le virus se propage. En revanche, si elle n'a pas été maîtrisée, l'ouverture des écoles contribuera inévitablement à accélérer la transmission communautaire.

Dans certaines provinces où des plans de réouverture ont été annoncés, on s'inquiète beaucoup de la manière non sécuritaire avec laquelle les gouvernements proposent de rouvrir les écoles, en particulier dans les endroits où la pandémie n'est pas sous contrôle et où le nombre de nouveaux cas continue d'augmenter.

Des réponses telles qu'« il n'y a pas d'approche totalement sans risque » et qu'il y a des conséquences négatives à garder les enfants à la maison, bien que vraies, ne sont pas des réponses suffisantes et sont utilisées pour essayer de réduire au silence ceux qui soulèvent des préoccupations sérieuses auxquelles il faut répondre. Les parents sont placés dans une position où ils doivent faire un choix individuel entre le risque sérieux d'envoyer des enfants dans une salle de classe de 30 élèves sans distanciation physique, comme c'est le cas en Alberta et maintenant aussi en Ontario, et les dommages causés lorsque les enfants manquent d'apprentissage et de socialisation avec d'autres élèves. Beaucoup craignent que cette approche ait des conséquences à long terme sur le système d'éducation, à mesure que les parents quittent le réseau d'éducation publique et choisissent des programmes alternatifs.

L'éducation en tant que droit

L'éducation est un droit et les gouvernements ont le devoir de garantir ce droit dans toutes les conditions et en toutes les circonstances. Cela signifie élaborer une approche qui répondra aux besoins de tous les élèves et de leur famille et qui harmonise les différents intérêts individuels

avec ceux de l'intérêt collectif. Cela comprend la prise en compte des familles qui n'ont pas d'autre alternative que d'envoyer leurs enfants à l'école cinq jours par semaine ainsi que des familles dont les membres d'un même ménage courent un risque plus élevé de conséquences graves s'ils deviennent infectés par la COVID-19.

Donner la priorité au droit à l'éducation et à la lutte pour arrêter la pandémie en tant qu'objectif réel, et non uniquement un énoncé de politique, ouvrira des perspectives et amènera des solutions viables. Un gouvernement ayant cela comme priorité examinera toutes les options disponibles. Les enseignants qualifiés qui ont quitté la profession pourraient être encouragés à revenir. Quels espaces alternatifs peuvent être utilisés pour permettre des classes plus petites ? Des espaces de bureaux inoccupés ou d'autres espaces appropriés peuvent-ils être convertis en salles de classe ? Quelle capacité de transport existe dans les villes et comment peut-elle être augmentée ? Comment les infirmières et les autres membres du personnel de la santé publique peuvent-ils être intégrés dans les écoles ? Comment faire des tests de dépistage sur une base régulière et large ? Comment les travailleurs de l'éducation, les élèves et les parents peuvent-ils être habilités à prendre le contrôle des décisions qui touchent leur vie ?



Le but de cette discussion n'est pas de dire qu'il existe une manière ou une formule unique pour y parvenir, mais plutôt de sortir de l'impasse qui se dessine dans laquelle les gouvernements refusent de prendre des mesures qui élimineront réellement le virus, et nous disent simplement à tous de vivre avec et de prendre nos propres décisions sur la base de calculs sur les coûts versus les avantages comme si nous étions des joueurs astucieux de jeux de hasard. Au lieu de cela, si le but est de vaincre réellement le virus afin de pouvoir rétablir une stabilité, nous pouvons voir les écoles et les êtres humains qui y convergent chaque jour comme un atout qui peut être mis à contribution pour résoudre ce problème de santé publique qui confronte l'humanité.

Ça peut être fait de façon sécuritaire ! Ça doit être fait de façon sécuritaire !

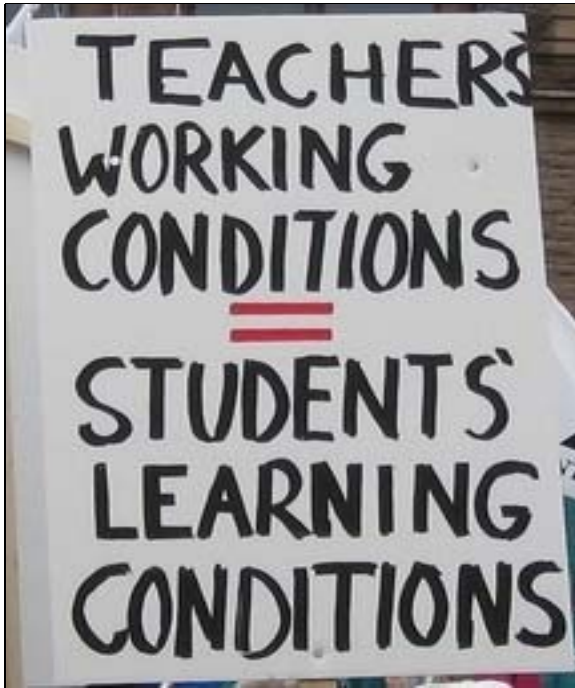
Le besoin de reprendre les choses du début pour la réouverture des écoles

Lorsque la pandémie a frappé le Canada à la mi-mars, des écoles ont été fermées du jour au lendemain dans de nombreuses juridictions. Il n'y a eu ni le temps ni l'espace pour éduquer les étudiants et le personnel sur le virus ou les protocoles et comportements appropriés qui contribueraient à empêcher sa propagation. Cela a été laissé au hasard. Sans s'assurer que la population comprend les protocoles afin de pouvoir les mettre en oeuvre selon des circonstances différentes, il est impossible de vraiment ralentir la propagation du virus et finalement de le vaincre. Les pays qui ont fait en sorte que le public soit pleinement informé sur les protocoles et sur les raisons pour lesquelles ils étaient mis en oeuvre et qui ont ensuite veillé à ce que la population ne soit pas laissée à elle-même ont contenu le virus. Le Vietnam est un bon exemple, avec trois décès et seulement quelques centaines de cas à ce jour sur une population de plus de 97 millions d'habitants. Ceux qui travaillent dans la santé publique au Vietnam ont démontré que l'adhésion de la population à mettre en oeuvre et à suivre les protocoles était essentielle pour contenir le virus, de même que l'approche de l'ensemble de la société pour arrêter sa propagation.

Au Canada, si l'objectif de la réouverture des écoles est pris en main de manière à contribuer à stopper le virus et à affirmer le droit à l'éducation, il peut jouer un rôle très positif qui devient un

catalyseur. Par exemple, l'Organisation mondiale de la santé a souligné que les écoles peuvent jouer un rôle clé en diffusant rapidement des informations et des conseils à la population. Elles peuvent également servir de plaque tournante pour les programmes de dépistage et de vaccination. Si le but est d'arrêter le virus, les écoles pourraient être utilisées pour identifier le plus de cas possible et pour organiser la mise en oeuvre des mesures de santé publique nécessaires pour empêcher une nouvelle propagation au sein de la population. Cela peut sembler contraire à la logique, mais dans une situation où tout le monde est laissé à lui-même, faire fréquenter l'école aux élèves, en particulier ceux qui ne sont pas en mesure de rester à la maison, est un moyen de s'assurer qu'ils sont pris en charge et d'apprendre comment eux et leurs familles peuvent se protéger et protéger les autres.

Quand et comment rouvrir ?



Dans ce cadre, une des premières choses à laquelle on doit s'attaquer lors de la réouverture des écoles est de savoir quand ouvrir et comment le faire lorsque le moment sera venu. Différentes régions du Canada et des provinces connaissent divers degrés de transmission communautaire. Dans le but d'arrêter le virus, le moment choisi pour l'ouverture doit être conforme aux conditions. Dans une zone où la transmission communautaire est relativement élevée, il serait logique d'offrir les cours en ligne jusqu'à ce que la transmission communautaire soit maîtrisée avant de rouvrir physiquement les écoles, tout cela de manière progressive, pour s'assurer que le virus reste sous contrôle.

Parallèlement, des mesures doivent être prises pour arrêter les éclosions sur les lieux de travail où elles se produisent encore. Dans une région du sud-ouest de l'Ontario, par exemple, qui a

actuellement le taux d'infection le plus élevé de la province, la plupart des nouveaux cas continuent de se produire parmi les travailleurs migrants employés dans les agroentreprises. Bon nombre de ces travailleurs, considérés par le bureau local de santé publique à haut risque en raison de leurs conditions de travail et de vie, vivent ensemble dans des dortoirs sur le terrain de l'employeur. Beaucoup d'autres, par contre, vivent dans la communauté, comme les travailleurs de la région qui travaillent à leurs côtés. D'autres sont logés dans des dortoirs à côté de leur lieu de travail. Sans maîtriser ces éclosions sur les lieux de travail, les écoles ne peuvent pas atteindre l'objectif d'arrêter le virus de manière efficace et peuvent contribuer à augmenter la propagation communautaire si elles ouvrent prématurément. Ce qu'il faut, c'est une approche globale.

Dans les zones où la transmission communautaire est faible ou inexistante, il y a de meilleures possibilités de redémarrer les écoles avec tous les élèves, mais avec des classes plus petites et des mesures d'hygiène strictes. Cela nécessite des investissements et la remise du pouvoir de décision entre les mains de ceux qui sont en première ligne afin que cela soit fait avec la pleine participation de ceux qui ont à mettre en oeuvre les nouveaux protocoles.

Les tests de dépistage, la recherche des contacts et le suivi

La question suivante concerne les tests de dépistage. Les écoles peuvent être utilisées pour évaluer la présence du virus dans la population en général, en particulier parmi ceux qui sont asymptomatiques ou présymptomatiques et pour effectuer une recherche détaillée des contacts. La

possession de ces informations contribuera à enrichir le corpus de connaissances sur la façon dont le virus se propage au sein de la population afin de mieux le vaincre et de gérer les futures pandémies. Si, au cours de la première semaine, tous les élèves et le personnel sont testés, puis renvoyés chez eux jusqu'à ce que les résultats reviennent, un aperçu de la population scolaire pourrait être établi. Toute personne dont le test est positif peut se confiner avec sa famille, et une rémunération entière et des mesures de maintien de l'emploi sont fournies au personnel touché, en plus de la livraison de nourriture et des vérifications quotidiennes effectuées par les autorités de la santé publique. Des tests de dépistage répétés pourraient alors être effectués une fois par semaine ou sur une autre base régulière. Les tests devraient être évalués de manière accélérée, éventuellement pendant les fins de semaine, pour identifier tout nouveau cas positif.

Une fois la première série de tests de dépistage complétés, l'objectif principal des écoles serait d'éduquer les élèves sur les protocoles d'hygiène et de distanciation appropriés avec des informations complètes sur le virus, comment il se propage et pourquoi de telles mesures sont prises. La première semaine d'école serait une formation à la mise en oeuvre des mesures et mobiliserait également les élèves dans l'élaboration de leur mise en oeuvre dans la salle de classe et à l'école afin qu'ils puissent être partie prenante des décisions et s'approprier les règles.

Pendant ces périodes, le personnel responsable de l'entretien deva effectuer une désinfection intensive chaque soir.

Un autre aspect important est de savoir s'il faut ou non prendre la température corporelle des élèves dans les écoles. Dans de nombreuses provinces, les autorités n'ont pas indiqué que cela doit être fait. Une étude de cas menée dans un hôpital chinois a montré que jusqu'à 41 % des enfants infectés qui étaient à l'hôpital pour la COVID-19 ont développé une fièvre. En prenant régulièrement la température des étudiants et du personnel et en la documentant, des mesures immédiates peuvent être prises si une fièvre se développe et des données à long terme peuvent être recueillies sur la façon dont le virus se manifeste.

Masques et ventilation

La question d'exiger ou non des masques dans les écoles est devenue un sujet de controverse. Le débat ne tourne pas autour de leur utilité, mais plutôt de savoir si les enfants peuvent les porter ou non. Cela a beaucoup à voir avec les conditions dans une école. Les enfants peuvent et doivent apprendre à porter correctement un masque et les raisons de les porter. Cela les aidera à informer également leur famille sur ces questions. Si des investissements appropriés sont faits pour assurer une ventilation adéquate, le port d'un masque est très réaliste. Si les écoles ne sont pas correctement ventilées et extrêmement chaudes comme c'est souvent le cas, cela rendra le port d'un masque pendant de longues périodes très difficile et peut-être même dangereux. S'assurer que les écoles ont une ventilation adéquate garantira que les enfants et le personnel auront les conditions requises pour porter des masques. Cela peut signifier s'assurer que les fenêtres puissent être ouvertes. De nombreuses écoles plus anciennes n'ont souvent pas de moustiquaires et l'ouverture des fenêtres poserait un nouveau risque tel que des guêpes ou des abeilles qui pénètrent dans l'école et provoquent de graves réactions allergiques chez des enfants ou membres du personnel qui sont piqués. Des moustiquaires peuvent être installés pour garantir l'entrée d'air extérieur.

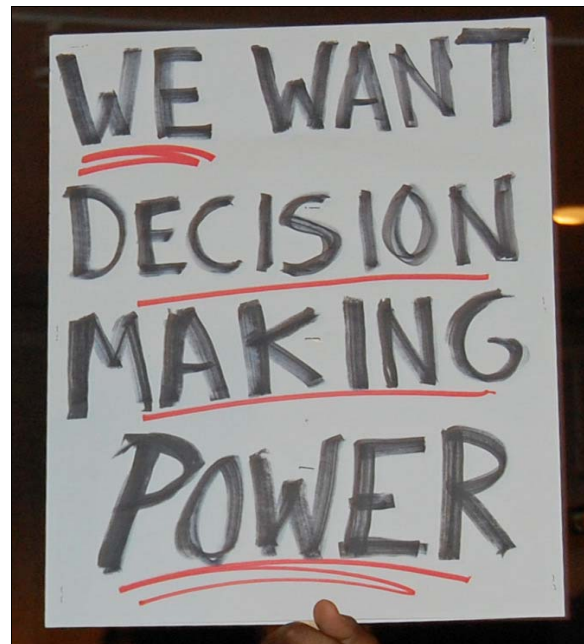
Des comités de santé et sécurité au travail habilités du pouvoir décisionnel

Chaque jour, les comités de santé et de sécurité sur les lieux de travail, soit ceux établis par la législation dans des endroits comme l'Ontario, soit ceux créés par le personnel dans des régions où il n'y a pas de comités mandatés sur les lieux de travail, devront se réunir pour évaluer comment les choses se sont déroulées et apporter des changements pour le lendemain. Sur une base

hebdomadaire, les représentants de chaque école se réuniraient pour partager leurs expériences et résoudre les problèmes. Ces réunions pourraient être ouvertes à tous. Les étudiants devraient avoir des représentants dans les comités de santé et de sécurité, car c'est aussi leur santé et leur sécurité. Il peut s'agir de représentants de conseils étudiants là où ces conseils existent ou d'élèves de chaque cycle qui se portent volontaires et qui agissent pour aider à obtenir des informations de la part de leurs pairs et pour eux.

Ces comités devraient être habilités à superviser l'ouverture et à être le lien entre l'école, la commission scolaire et les autorités locales de santé publique. Dans tout cela, les élèves, le personnel et les parents ou gardiens doivent être habilités à se faire entendre dans leur école locale afin qu'ils puissent contribuer à comment réaliser l'objectif.

En conclusion, le point à réitérer ici est que si nous pouvons contrôler strictement le virus là où la transmission communautaire est faible, l'ouverture des écoles peut contribuer à le maintenir à un niveau bas, éduquer la population sur l'hygiène et d'autres mesures et également recueillir des données importantes sur comment le virus se propage et où il se propage afin que nous puissions contribuer au corpus de connaissances scientifiques qui peuvent nous préparer à prévenir ou arrêter de futures pandémies. Cependant, si les écoles sont ouvertes sur la base d'un risque calculé, cela n'inspirera pas la population et l'habilitera encore moins à participer à la lutte contre la pandémie. Quand et comment ouvrir des écoles doit être basé sur les conditions locales et sur l'affirmation du droit de la jeunesse à l'éducation et du droit des travailleurs à des conditions de travail saines et sécuritaires sur lesquelles ils exercent un contrôle.



Note

1. « WHO warns against using school reopenings as 'political football' in coronavirus debate, » Noah Higgins-Dunn, CNBC.com, 13 juillet 2020

Les plans de réouverture des écoles primaires et secondaires en Ontario

Le 30 juillet, le gouvernement de l'Ontario a annoncé ses directives pour la réouverture des écoles à l'intention des conseils scolaires de la province[1]. Un aspect important du plan est qu'il ne change pas ni ne limite les ratios élèves/enseignants dans les écoles primaires de sorte à faciliter la distanciation physique minimale d'un mètre entre les élèves, telle que recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

En conférence de presse, le premier ministre Doug Ford a dit : « Nous allons retourner nos enfants à l'école dans des conditions qui ressembleront en fait à ce qu'elles étaient avant la pandémie ». Il a souligné que le plan avait l'aval du médecin hygiéniste en chef de la province et d'autres « hauts représentants de la santé » pour montrer qu'il est fondé sur des considérations médicales et

sanitaires réfléchies. « À chaque pas, nous agissons avec précaution en vue d'être prêts en septembre, a-t-il dit. Face à une situation sans précédent, nous sommes préparés à toute éventualité, armés des meilleurs conseils médicaux disponibles pour protéger votre enfant à l'école. »

Le médecin hygiéniste en chef a aussi donné le feu vert à des directives qui permettraient aux travailleurs infectés de continuer de travailler dans les industries agroalimentaires de l'Ontario afin de maintenir les profits de ces entreprises. Ces décisions créent un manque de confiance envers les autorités publiques et une méfiance envers les directives du gouvernement puisque le refus de chercher à contrôler les éclosions dans les entreprises agroalimentaires et autres est précisément ce qui alimente en ce moment la transmission sans répit du virus dans des régions comme Windsor-Essex.

Les directives pour la réouverture des écoles ont été faites en vertu du Règlement 364/20 et des pouvoirs issus de la *Loi sur la protection civile et la gestion des situations d'urgence* qui se sont prolongés avec la Loi omnibus du gouvernement, *Loi de 2020 sur la réouverture de l'Ontario*. Il est important de souligner que le règlement 364/20 s'applique spécifiquement aux régions à l'étape 3. Or, ce ne sont pas toutes les régions de la province qui sont rendues à l'étape 3 de la réouverture. Windsor-Essex, par exemple, est à l'étape 2 en raison de nouveaux cas qui continuent d'être annoncés sur une base quotidienne surtout dans le secteur agroalimentaire, mais aussi dans la communauté dans son ensemble. C'est important parce que le plan ne fait aucun lien entre l'ouverture des écoles et les conditions locales. C'est une lacune importante parce que les écoles sont appelées à continuer de fonctionner comme avant comme s'il ne fallait pas prendre en compte la vitesse de propagation du virus dans une région donnée comme facteur majeur dans les prises de décision.



Le plan a été élaboré sans la participation ni les suggestions des divers syndicats et des fédérations qui représentent les enseignants et les travailleurs de l'éducation de la province, ni aucune participation des étudiants ou des groupes de parents sur une base objective. En fait, au nom de la Réouverture de l'Ontario, le gouvernement se sert des pouvoirs d'urgence pour imposer son ordre du jour d'éliminer le financement de l'éducation en mettant l'accent sur le fait que la taille des classes doit être maintenue et sur le « choix en éducation » et des cours électroniques facultatifs dont les classes sont plus grandes au niveau secondaire.

La province avait initialement publié le 19 juin un document de planification pour les conseils scolaires qui fixait des directives pour elles, y compris une limite sur la taille des classes de 15 élèves lorsque possible et basées sur le regroupement et la distanciation des élèves. La nouvelle directive affirme que depuis ce temps « les données de la santé publique ont changé

considérablement, alors que les cas confirmés quotidiens sont à la baisse de façon importante », ce qui permettrait à la santé publique de mettre de l'avant des protocoles et des procédures pour la réouverture des écoles. Ainsi, le plan du gouvernement semble tirer profit de la baisse globale de cas confirmés en changeant la directive de 15 étudiants ou moins lorsque possible. Ce que le gouvernement n'explique pas, toutefois, c'est que nous apprenons davantage comment le virus se

propage par le biais de gouttelettes respiratoires et l'importance de la distanciation physique. Il y a aussi des preuves qui nous arrivent d'autres pays qui démontrent que la réduction de la taille des classes pour veiller à une bonne distanciation physique est une mesure incontournable pour la prévention de la propagation du virus dans les écoles.

Le gouvernement prétend que les conseils scolaires respecteront les conseils de la santé publique ainsi que les conventions collectives des enseignants dans la préparation de la nouvelle année scolaire, mais le fait que la distanciation physique n'est pas obligatoire au niveau des écoles primaires, par exemple, est contraire aux conseils de la santé publique. C'est là la principale faille du plan gouvernemental. Celui-ci n'investit pas les fonds requis pour veiller à ce que la distanciation physique puisse être respectée en organisant des classes avec moins d'élèves. La responsabilité de respecter les conseils de la santé publique retombe sur les épaules des conseils scolaires.

La nouvelle directive affirme que la plupart des écoles de l'Ontario seront ouvertes aux étudiants le 8 septembre 2020. Les conseils scolaires seront tenus d'organiser à l'horaire trois jours d'activités professionnelles avant le 8 septembre. Tout le personnel scolaire, y compris les enseignants à temps partiel, les suppléants et les autres employés à temps partiel seront tenus de participer à une journée de session sur la santé et la sécurité et de formation en sécurité rémunérée avant la réouverture des écoles.

Écoles primaires

Toutes les écoles primaires avec des élèves de la maternelle à la 8e année dans la province ouvriront leurs portes à l'enseignement et à l'apprentissage en personne, cinq jours par semaine, avec 300 minutes d'enseignement par jour, demeureront avec le même groupe pour la journée complète, y compris la récréation et le lunch. Malgré toutes les recommandations contraires de l'OMS, il n'y a aucune exigence de distanciation physique par les conseils scolaires, car la taille des classes sera financée comme avant la pandémie.

Les matières sur une base de rotation (dans lesquelles les élèves se feront enseigner par un enseignant différent dans leur classe d'origine ou lorsque les élèves vont dans différentes salles de classe pour se faire enseigner par un enseignant différent) telles que le français ou la musique continueront d'être enseignées. Les étudiants seront également autorisés à quitter la classe pour du soutien spécial avec la mise en garde que les élèves devaient limiter à 50 les contacts directs et indirects dans les écoles pour les élèves. Cette mise en garde n'est cependant pas obligatoire pour le personnel, car un enseignant spécialiste voit normalement jusqu'à cinq classes différentes d'élèves par jour. C'est un exemple de la façon dont le refus de fournir les investissements requis peut être utilisé pour forcer les enseignants à entrer en contact avec plusieurs classes chaque jour, au péril de leur santé et de celle de leurs élèves.

La présence en personne de tous les étudiants ne sera pas obligatoire. Les parents ont la possibilité de retirer leurs enfants de l'enseignement en personne et de reporter leur apprentissage à la maison. On s'attend à ce que les enseignants fournissent un apprentissage en ligne aux élèves qui resteront à la maison.

Le gouvernement indique que les élèves de 3e et de 6e années ne participeront pas aux évaluations provinciales de l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation (OQRE) au cours de l'année scolaire 2020-2021. La raison de ne pas participer n'est pas présentée. L'OQRE est le test standardisé de la province requis pour les élèves de l'élémentaire de 3e et de 6e année. L'enseignant fait passer le test à ses élèves. Le test est administré dans chaque classe par l'enseignant de l'élève. Le test a également été annulé pour la dernière année universitaire. L'annulation des tests sur deux années consécutives constitue en soi une économie, probablement de près de 70 millions de dollars.

Écoles secondaires

Les écoles secondaires seront autorisées à ouvrir avec un « mode de fonctionnement ordinaire » avec des protocoles de santé et de sécurité améliorés, à l'exception de 24 conseils scolaires désignés par la province. Ces conseils, qui sont les plus importants de la province, ouvriront sur un modèle adapté avec des cohortes de classe d'environ 15 élèves, selon des horaires en alternance avec au moins 50 % de jours d'enseignement en classe. La désignation de ces conseils scolaires « repose sur plusieurs facteurs qui prennent en compte la taille du conseil scolaire, le nombre et l'effectif des écoles secondaires du conseil scolaire, l'effectif des cohortes par année pour le palier secondaire et le caractère essentiellement urbain ou non du conseil scolaire. » Une liste complète des conseils scolaires désignés se trouve [ici](#).

Dans les écoles désignées, les élèves se verraient attribuer certains jours un travail indépendant lié au programme d'études à faire lorsqu'ils ne sont pas physiquement à l'école et participeraient, si possible, à un apprentissage direct en ligne avec leur enseignant et leurs camarades de classe pendant une période de chaque journée d'école. Cela signifierait que les enseignants sont censés donner des cours en personne chaque jour et enseigner en ligne tous les jours, ce qui n'est pas possible sans plus de personnel et du soutien. On demande aux conseils scolaires d'organiser leur emploi du temps sur une période d'une à deux semaines afin de « limiter les contacts directs et indirects entre élèves à 100 personnes de l'école ; et [...] que les élèves des écoles secondaires sont dans des cohortes dont l'effectif maximal est celui de deux classes. »

Le gouvernement recommande également – sans exiger et sans financement – que les conseils scolaires prévoient que les élèves ayant des besoins spéciaux pour lesquels des horaires adaptés ou l'apprentissage à distance peuvent être difficiles puissent fréquenter l'école à temps plein. Cela montre encore une fois que les conseils scolaires doivent remplir leur obligation d'affirmer le droit à l'éducation des jeunes sans le financement requis, ce qui signifie que la violation de ce droit leur est confiée afin que le gouvernement puisse leur rejeter le blâme.

Le gouvernement présente le « modèle de fonctionnement par quadrimestre » où les élèves prennent deux crédits à la fois, passant la matinée sur une matière et l'après-midi sur une deuxième matière, avec quatre segments de l'année scolaire comme un modèle que les conseils scolaires peuvent suivre pour réduire le mélange d'élèves dans quatre ou huit classes comme ce serait normalement le cas dans les écoles qui fonctionnent sur une base semestrielle et non semestrielle.

Une autre option présentée est que les écoles secondaires plus petites regroupent les élèves en cohortes et s'assurent que seuls les élèves d'un niveau spécifique sont en classe ensemble.

Le gouvernement indique que la création des cohortes des élèves de 11e et 12e année sera plus difficile qu'en 9e et 10e année, car les étudiants ont plus d'options pour les cours au choix dans les classes de niveau supérieur par rapport aux cours obligatoires plus standardisés dans les premières années. Pour remédier à ce problème, le gouvernement indique que les conseils scolaires s'efforcent d'offrir « le même éventail que d'autres classes grâce à l'enseignement à distance », ce qui indique que l'accent sera mis sur les cours au choix offerts en ligne dans un « modèle de fonctionnement en salle d'études », dans lequel les étudiants seraient en cohortes avec le même groupe d'étudiants pour suivre des cours en ligne. Une classe d'étudiants dans une salle d'études



peut suivre une gamme de cours au cours de la même période de classe. Il est important de noter que si les moyennes normales des classes du secondaire sont financées selon un ratio de 23 élèves pour 1 enseignant, les cours en ligne sont financés à un ratio de 30 pour 1.

Les élèves du secondaire sont encouragés à suivre des cours en ligne via le canal d'apprentissage indépendant de TVOntario pour répondre à leurs exigences en cours facultatifs. Cela faisait partie des plans du gouvernement visant à obliger les étudiants à suivre au moins quatre cours en ligne pour obtenir leur diplôme en Ontario, mais sans le rendre obligatoire. Cela a été modifié en deux cours en ligne et mis en place avant la pandémie. La pandémie est maintenant utilisée pour présenter des cours en ligne comme une mesure exceptionnelle alors qu'en fait c'était quelque chose que le gouvernement a tenté de faire face à une large opposition publique avant la pandémie.

Les étudiants diplômés continueront d'être tenus de remplir l'exigence de 40 heures de participation bénévole à la communauté, mais ils peuvent le faire virtuellement.

Activités parascolaires

Il n'y a pas de limite imposée aux conseils scolaires qui offrent des activités parascolaires telles que des clubs ou des sports intramuros autres que le fait qu'ils soient pratiqués en toute sécurité et en respectant les exigences de distanciation physique.

Protocoles de sécurité

Tous les membres du personnel et les élèves doivent effectuer un auto-dépistage tous les jours avant d'aller à l'école. Les personnes présentant des symptômes devront rester à la maison et consulter un médecin. Le dépistage des symptômes ne sera pas garanti et à la place, les personnes présentant des symptômes seront encouragées à se rendre dans un centre de dépistage de la COVID-19. Il n'y a cependant aucune obligation pour le personnel et les étudiants qui se sentent malades de rester à la maison, mais seulement qu'ils « doivent » rester à la maison en attendant les résultats des tests

On demande aux conseils scolaires de former les élèves à l'hygiène des mains, y compris l'utilisation de désinfectant.

Des masques médicaux et des lunettes de protection (c.-à-d. des visières) seront fournis à tous les enseignants et autres membres du personnel des conseils scolaires. Le gouvernement indique qu'il se procure des masques et autres EPI. Cela veut dire que les conseils scolaires dépendront de la ou des entreprises à qui le gouvernement attribuera le contrat pour cet équipement, car l'Ontario n'a pas d'opérations publiques de production de fournitures médicales.

Les élèves de la 4e à la 12e année devront porter des masques à l'intérieur de ce qui est la propriété de l'école. Ils peuvent porter leurs propres masques non médicaux mais des masques non médicaux seront également mis à leur disposition. Des exceptions à l'obligation de porter des masques s'appliqueront.

Les élèves de la maternelle à la 3e année seront encouragés, mais non tenus de porter des masques dans les espaces intérieurs.

Des exceptions raisonnables à l'exigence de porter des masques devraient être mises en place par les écoles et les conseils scolaires.

Le gouvernement dit que le personnel scolaire qui est régulièrement en contact étroit avec les élèves recevra tous les équipements de protection individuelle appropriés. Il s'agit d'aides-enseignants pédagogiques de divers types qui travaillent avec des élèves qui ne peuvent pas ou ont

des difficultés à suivre des protocoles de distanciation physique et qui, dans de nombreux cas, ont déjà une santé fragile.

Le gouvernement affirme qu'il investit 309 millions de dollars pour garantir un retour en toute sécurité, y compris le financement du personnel infirmier de la santé publique qui doit être « mis en place par étape », des masques et des équipements de protection individuelle, des postes d'enseignants supplémentaires, des concierges d'école supplémentaires et des produits de nettoyage améliorés, des soutiens supplémentaires pour les élèves ayant des besoins particuliers en matière d'éducation, une formation supplémentaire en santé et sécurité pour le personnel scolaire et un financement accru pour les soutiens en santé mentale.

Note

1. [Guide relatif à la réouverture des écoles de l'Ontario](#)

Retour en classe au Québec avec la COVID-19

Depuis le 11 mai dernier, les établissements préscolaires et les écoles du primaire et du secondaire situés à l'extérieur de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) sont ouverts à tous les élèves. Leur présence cependant n'est pas obligatoire. Les écoles secondaires sont demeurées fermées. Les établissements du préscolaire et les écoles primaires situés sur le territoire de la CUM devaient rouvrir plus tard en mai, mais le gouvernement du Québec les a maintenues fermées jusqu'en septembre à cause de la forte propagation de la COVID-19 dans cette région. À partir de septembre, tous les établissements du préscolaire et toutes les écoles primaires et secondaires rouvrent dans tout le Québec.

À partir de septembre, la présence physique à l'école redevient obligatoire pour tous les élèves.

La seule exception à cette règle concerne les élèves qui présentent une vulnérabilité sur le plan de la santé (maladie chronique, déficit immunitaire grave) qui pourraient ne pas retourner à l'école et bénéficier d'enseignement et de mesures de soutien à distance. Un billet du médecin sera requis. L'annonce de la réouverture des écoles a été faite par le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge le 16 juin.

Préscolaire, primaire et 1re, 2e et 3e secondaire

Tous les élèves du préscolaire, du primaire et de la première à la troisième année du secondaire seront présents à 100 % dans les établissements.

Cela se fera sans modification des ratios élèves/enseignants actuels. Cela signifie que les revendications des enseignants pour une baisse du nombre d'élèves par classe ont été écartées parce que la division des élèves en sous-groupes dans les classes rend cette diminution soi-disant non nécessaire. L'organisation des classes se fera sous forme de sous-groupes de six élèves ou moins. Les élèves qui font partie d'un sous-groupe ne pratiqueront pas de distanciation sociale entre eux. Il y aura distance d'un mètre entre les élèves de sous-groupes différents, et de deux mètres entre le sous-groupe et le personnel.

Toutes les matières seront enseignées, y compris l'éducation physique, la santé et les arts. Il y aura un accès adapté aux aires communes respectant les mesures de désinfection et de distanciation (gymnase, locaux de musique, cafétéria, etc.).

4e et 5e secondaire

Pour les élèves de 4e et de 5e secondaire, deux options seront à la disposition des centres de services scolaires. Ce sont ces centres qui ont remplacé les commissions scolaires abolies par la Loi 40 adoptée sous le bâillon en février 2020.

Option 1 : 100 % des élèves présents à l'école à temps complet. Cette option est calquée sur le modèle retenu pour les élèves de 1re, 2e et 3e secondaire : présence à 100 % de tous les élèves et maintien des élèves dans des sous-groupes de six élèves et moins. Les règles de distanciation physiques sont les mêmes. Il n'y a pas de contrainte de distanciation pour les élèves à l'intérieur de leur sous-groupe. Pour le reste, la distance de 1 mètre entre les sous-groupes d'élèves et la distance de 2 mètres entre les élèves et le personnel scolaire demeurent en vigueur.

Le personnel se déplace pour l'enseignement des matières. L'accès aux aires communes est adapté de façon à respecter les mesures de désinfection et de distanciation (gymnase, locaux de musique, cafétéria, laboratoires de sciences, etc.). Toutes les matières sont enseignées.

Option 2 : Possibilité d'aménager les horaires et de réduire le temps à l'école pour maintenir les cours à option. Ce sont des cours qui sont suivis par des groupes spécifiques d'étudiants, par exemple en préparation de leur entrée au cégep. Les élèves doivent être présents en classe le plus souvent possible, selon un seuil minimum de 50 % du temps habituellement prescrit. Les sous-groupes de six élèves et moins sont maintenus, sans contrainte de distanciation à l'intérieur des groupes. La distance de 1 mètre entre les sous-groupes d'élèves et la distance de 2 mètres entre les élèves et le personnel scolaire demeurent en vigueur. Toutes les matières sont enseignées. Des travaux à la maison sont à prévoir pour les jours où l'élève n'est pas en classe.

Les ressources d'apprentissage en ligne et les activités pédagogiques à l'extérieur des locaux habituels des écoles sont privilégiées.

Des mesures d'hygiène accrues (semblables à celles en vigueur dans les établissements préscolaires et élémentaires à l'extérieur de la Communauté métropolitaine de Montréal depuis le 11 mai) sont mises en oeuvre : le lavage des mains régulier en début et en fin de journée, avant et après les repas, avant et après les pauses et les récréations ; le port du masque par les enseignants du préscolaire et les intervenants auprès des élèves handicapés; le port du masque de façon temporaire par certains intervenants devant faire une intervention rapprochée auprès d'un élève. Aucune utilisation générale du masque ou d'un couvre-visage n'est prévue, mais des couvre-visages réutilisables seront fournis au personnel scolaire qui en fera la demande.

Les services de conciergerie sont accrus, comme les mesures de nettoyage et de désinfection des établissements. En ce qui concerne le transport scolaire, pour les élèves qui sont éligibles aux services de transport par autobus scolaire, une distance d'un mètre entre eux sera maintenue, ce qui signifie un élève par siège.

Le plan de retour en classe imposé pour la rentrée scolaire des quelque 1 216 791 élèves du réseau primaire et secondaire du Québec pose plus de questions qu'il n'y répond selon les travailleurs de ce secteur et leurs organisations. Ce plan a été imposé le 16 juin par Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation. « Dévoilé » est le terme juste, car les 107 000 enseignants du Québec et les deux organisations qui les représentent, la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) et la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) n'ont pas été consultés pour son élaboration.

L'aspect principal du plan Roberge, la formation de « bulles » (sous-groupes) de 6 élèves maximum, a été annoncé aux représentants syndicaux la veille de son annonce par le ministre. Les enseignants ont rapidement fait savoir que leur expérience lors de l'ouverture des écoles préscolaires et primaires hors de la CMM devait être prise en compte dans le plan. Ces derniers, en

pleine pandémie, ont dû aller enseigner à partir du 11 mai. Étant donné que la fréquentation scolaire n'était pas obligatoire, ils ont enseigné avec des classes réduites presque de moitié et tous, enseignants, élèves et parents, en ont vu les avantages bénéfiques, tant pour la protection de la santé que pour l'accompagnement scolaire. Les enseignants et le personnel des écoles demandent à ce que cette expérience se retrouve dans le plan du gouvernement, d'autant plus que la diminution du ratio élèves/enseignant fait partie de leurs demandes depuis près de 20 ans.

Si le financement et les ressources humaines et matérielles ne sont pas au rendez-vous, on ne peut pas parler d'une rentrée scolaire sécuritaire, que ce soit pour la santé des élèves et des travailleurs de l'éducation que pour la qualité de l'enseignement, disent les enseignants. La FAE a même dû faire une mise en demeure pour avoir accès aux données sur les cas d'infection déclarés dans les écoles hors de la CMM qui ont été ouvertes à partir du 11 mai. Un plan gouvernemental de réouverture des écoles sans les faits et sans l'expérience directe de ceux qui travaillent chaque jour auprès des élèves démontre que le gouvernement ne sert pas les intérêts d'une éducation publique, disent les enseignants.

75e anniversaire de l'utilisation des armes nucléaires à Hiroshima et Nagasaki

Plus jamais ça! Tout en oeuvre pour faire du Canada une zone de paix

- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) -

75 ans: Canada, les armes nucléaires et le Traité d'interdiction des essais nucléaires de l'ONU



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

À l'occasion du bien triste anniversaire des attaques nucléaires américaines contre les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki, respectivement les 6 et 9 août 1945, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) exprime ses plus profonds respects aux survivants d'Hiroshima et de Nagasaki et à leurs familles. Les États-Unis continuent à ce jour d'affirmer que ce qu'ils ont fait le matin du 6 août 1945 lorsqu'ils ont largué une bombe atomique sur Hiroshima, et le 9 août lorsqu'ils en ont largué une deuxième sur Nagasaki, était juste, moral et approprié, comme s'il était possible de justifier de tels crimes contre l'humanité. La bombe à l'uranium larguée par les

États-Unis sur Hiroshima a tué sur le coup 140 000 personnes et plus de 237 000 personnes au total par ses ramifications. La bombe au plutonium larguée sur Nagasaki a tué 85 000 personnes sur le coup et plus de 70 000 autres personnes ultérieurement en raison de l'exposition aux radiations et des blessures. Des milliers de personnes et même les générations qui ont suivi ont souffert toute leur vie des crimes commis ce jour-là.



Auparavant, le 9 mars 1945, 334 bombardiers B-29 avaient attaqué Tokyo avec des bombes incendiaires au napalm lors de l'opération Meetinghouse. Plus de 100 000 personnes ont été tuées ce jour-là et beaucoup d'autres ont été blessées.

Ces crimes de guerre sans précédent n'avaient rien à voir avec la lutte contre le militarisme japonais qui subissait des défaites sur tous les fronts et dont la capitulation était imminente. Et indépendamment de ces développements, ces crimes de guerre et ces massacres de masse sont inadmissibles, quelle que soit l'excuse.

Ce massacre des populations civiles à Tokyo, puis à Hiroshima et Nagasaki, a servi de menace contre les peuples du monde, en particulier ceux

de l'Union soviétique, les États-Unis ayant alors le monopole du recours à cette force. Après la guerre de Corée en 1950, les États-Unis ont entraîné le monde dans la « politique nucléaire », la politique de faire chanter les peuples pour les forcer à se soumettre à leur volonté.

Les États-Unis ont envisagé l'utilisation d'armes nucléaires pour régler la guerre de Corée et anéantir la Chine, mais ont ensuite déclaré leur utilisation « impensable » et la discussion sur leur emploi « taboue ». Ils disaient donc que de telles armes étaient néanmoins nécessaires comme moyen de dissuasion et que c'était le principal facteur de paix dans le monde.

Le slogan « Interdisons la bombe » a été lancé comme abandon du travail crucial pour établir les conditions nécessaires pour préserver la paix. Les revendications d'après-guerre, soit la dénazification et le développement d'une économie de paix, ont été enterrées par la clameur « Ban the Bomb ! »

L'Union soviétique a développé des armes nucléaires au départ pour tenir les États-Unis en échec. Cependant, dans les années 1960, au lieu que la cause de la paix des peuples soit placée au centre de la politique étrangère des grandes puissances, la course aux armements a remplacé la lutte des peuples pour la paix. Les dépenses d'armement ont explosé et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies ont eux-aussi développé des armes nucléaires et ont donné le feu vert à certains de leurs alliés pour en faire autant.

Les impérialistes américains n'ont jamais accepté rien de moins que la supériorité nucléaire sur tous les pays du monde, ce qui a alimenté la course aux armements nucléaires et, de concert avec d'autres puissances, soumis les peuples du monde au chantage nucléaire.

La politique nucléaire des puissances impérialistes, en particulier les impérialistes américains et britanniques, a été alimentée par leur anticommunisme de guerre froide et par les guerres d'agression et les coups d'État contre les peuples grec, iranien, guatémaltèque, coréen, vietnamien, indonésien et les autres peuples du monde. Ces guerres et coups d'État montrent à quel niveau de dépravation et de criminalité les États-Unis sont prêts à s'abaisser pour établir leur domination, ce

à quoi le Canada s'allie directement et par l'intermédiaire de l'OTAN depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Le refus des États-Unis de rendre des comptes pour leurs actes criminels contre Hiroshima et Nagasaki et leur quête insouciante de domination sous prétexte qu'ils sont la « nation indispensable » font d'eux une menace encore bien réelle. La prétention des impérialistes américains de se soucier du désarmement et de la non-prolifération nucléaires a toujours été tempérée par leur détermination à conserver la supériorité stratégique des armes nucléaires et leur capacité de première frappe sur tous les autres pays. Des déclarations sont faites de temps à autre sur la réduction des stocks nucléaires ou sur l'abandon des traités nucléaires, mais tout cela part de calculs cyniques pour maintenir la lutte des peuples pour la paix, la liberté et la démocratie sous l'emprise de leur politique nucléaire.



Les Canadiens s'opposent résolument aux armes nucléaires, à tel point qu'en 1984 les États-Unis ont dû retirer leurs armes nucléaires du sol canadien. Des rapports indiquent qu'entre 1963 et 1972, il y avait entre 250 et 450 ogives nucléaires sur les bases canadiennes. Quelque 108 missiles Genie armés d'une charge nucléaire W25 de 1,5 kt ont été déployés de 1963 à 1984 et, dès le début, le Canada a joué un rôle important dans le programme d'armement nucléaire américain, notamment dans le développement des armes utilisées à Hiroshima et Nagasaki.



Manifestation contre les armes nucléaires au Canada à l'occasion d'une rencontre ministérielle de l'OTAN à Ottawa en 1963

Le développement et le déploiement par les États-Unis des systèmes de défense antimissiles balistiques (ABM) ont marqué une escalade alarmante de la course aux armements nucléaires, car l'objectif de ces systèmes est de neutraliser les missiles nucléaires et conventionnels lancés par d'autres pays et de conserver un avantage dans tous les scénarios possibles, en particulier si les États-Unis appliquent la politique de première frappe de l'OTAN. En outre, les armes de guerre sont devenues si perfectionnées que dans quelques années elles rendront pratiquement obsolètes les ABM aux États-Unis, dans le Pacifique, à bord des navires en mer Baltique et en Méditerranée et en Europe de l'Est et même le système de défense antimissile à haute altitude (THAAD) en Corée du Sud.

Les Canadiens demeurent très préoccupés par les intentions du gouvernement actuel, et de ceux

qui lui succéderont, de continuer à contribuer aux préparatifs de guerre des États-Unis sous prétexte de faire face à « l'évolution des technologies et des menaces ».



Les gouvernements trahissent l'appel « Hiroshima, Nagasaki, plus jamais ça ! » en continuant de collaborer avec les États-Unis, notamment en autorisant les essais de vecteurs d'armes nucléaires et en permettant la présence des navires et des avions porteurs d'armes nucléaires en territoire canadien.

À l'occasion de cet anniversaire solennel, le PCC(M-L) appelle les Canadiens à s'élever contre les préparatifs de guerre impérialistes des États-Unis, contre l'intégration du Canada à l'économie de guerre de l'impérialisme américain et contre la politique d'apaisement face aux agressions et aux guerres des États-Unis. Le PCC(M-L) appelle les Canadiens à s'opposer vigoureusement à la participation du Canada à l'OTAN et aux sanctions criminelles qu'imposent les États-Unis.

La condamnation des crimes commis à Hiroshima et Nagasaki contribue à la cause de faire du Canada une zone de paix que les Canadiens ont à cœur. Faisons du slogan « Hiroshima, Nagasaki, plus jamais ça ! » une réalité en nous unissant dans l'action pour mettre sur pied les organisations nécessaires à l'établissement d'un gouvernement antiguerre qui fasse du Canada une zone de paix !

Opposons-nous à de nouvelles dépenses de 19 milliards de dollars en appui aux agressions des États-Unis

- George Allen -



Le gouvernement libéral de Justin Trudeau prévoit dépenser 19 milliards de dollars pour acheter 88 avions de combat d'un entrepreneur de guerre étranger non encore choisi pour remplacer la flotte vieillissante de chasseurs CF-18 du Canada. Cela représente environ 216 millions de dollars par avion. Les entrepreneurs de guerre ont jusqu'à la fin de juillet 2020 pour soumettre leurs offres, soumises depuis mai 2019, puis mars 2020 et enfin juin 2020. Jusqu'à présent, Boeing (États-Unis), Lockheed Martin (États-Unis) et Saab (Suède) sont dans la course. Le gouvernement Trudeau devrait annoncer d'ici 2022 le nom de l'entrepreneur choisi et le premier avion devrait être livré d'ici 2025. En juillet, de vives manifestations contre le plan d'achat ont eu lieu devant les bureaux de 18 députés partout au Canada.



Depuis son entrée dans l'ère des avions à réaction, les membres des forces aériennes canadiennes n'ont jamais piloté un avion de chasse à réaction conçu à l'extérieur des États-Unis. Le CF-86 Sabre, le CT-133 Silver Star, le CF-101 Voodoo, le CF-104, le CF-116 Freedom Fighter et le CF-188 (CF-18 Hornet) provenaient tous des États-Unis. Alors que bon nombre d'entre eux ont été construits sous licence au Canada, les conceptions provenaient des entrepreneurs de guerre géants américains comme Lockheed Martin, Boeing et McDonnell Douglas. L'intention de maintenir en vie

l'entreprise canadienne de conception de chasseurs avec l'incroyablement innovateur CF-105 Avro Arrow a connu une triste fin en 1959 avec l'annulation secrète du projet par le gouvernement Diefenbaker, probablement en raison de la pression américaine. Depuis, le Canada est étroitement lié aux États-Unis en ce qui a trait aux avions de combat.

L'achat de l'avion proposé, qui essentiellement est un autre stratagème pour payer les riches, baigne déjà dans l'hypocrisie. Lorsque le gouvernement Harper était au pouvoir, l'opposition libérale a dénoncé son projet d'acheter sans appel d'offres des avions de combat F-35 fabriqués par Lockheed Martin. Une fois élus, les représentants du gouvernement libéral ont proposé que le Canada achète un autre avion construit aux États-Unis sans appel d'offres, le Super Hornet de Boeing. Maintenant, un processus d'appel d'offres a été ajouté pour essayer de donner un vernis de légitimité au plan d'achat. Tout au long de cette mascarade, l'expression « défense continentale commune avec les États-Unis » a été répétée, indiquant clairement que les principes qui guident l'achat du prochain avion de chasse du Canada ont tout à voir avec les besoins des impérialistes américains, de l'OTAN et de NORAD, et rien à voir avec les besoins du peuple canadien.

Quel que soit l'entrepreneur qui remporte l'appel d'offres, ce qui est déterminant est que ce sont les Canadiens qui doivent exercer un contrôle réel sur notre approvisionnement en chasseurs et notre défense aérienne. C'est une question de souveraineté. En ce qui concerne l'intégration du Canada dans l'appareil militaire des États-Unis, on sait bien qui donne les ordres ; le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) a un commandant américain et un commandant adjoint canadien. Les décisions importantes en ce qui a trait à la défense du Canada devraient être prises par le peuple canadien, et non par les monopoles et les institutions impérialistes américaines. Les libéraux et leurs maîtres aux États-Unis ont recours à des propos alarmistes quant à la nécessité d'une défense commune contre une menace inexistante de la part de la Russie ou des « États voyous » pour prétendre que ne pas acheter de nouveaux avions de combat constituerait en quelque sorte une menace pour la souveraineté canadienne, alors que c'est exactement le contraire.

La vérité est qu'il a été démontré en pratique à maintes reprises que la conception des États-Unis/OTAN/NORAD de la défense aérienne n'a rien à voir avec la défense, mais avec l'attaque - une attaque agressive contre tout pays qui exerce sa propre indépendance et refuse de se soumettre au diktat impérialiste. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les avions de combat canadiens n'ont pas une seule fois « défendu la souveraineté canadienne ». Au lieu de cela, ils ont participé aux bombardements agressifs dirigés par les



États-Unis contre les nations souveraines d'Irak, de Serbie, de Libye et de Syrie. L'affirmation du « droit » de mener des frappes préventives et le bombardement de villes sont des traits clés des trois doctrines de Bush, Obama et Trump.

Réduire les questions de défense du Canada à un faux argument au sujet de « quel avion » est une autre indication que les libéraux n'ont pas l'intention de défendre la sécurité du peuple canadien, mais plutôt de mettre les Canadiens en grand danger. La ligne DEW (Distant Early Warning - Réseau d'alerte avancé) construite en 1957 par les États-Unis en sol canadien pour détecter les bombardiers ennemis de suffisamment loin pour que les États-Unis puissent riposter, en est un parfait exemple. Ces scénarios ridicules d'une attaque aérienne fictive russe, extraite des bandes dessinées de la guerre froide, ont été conçus pour semer la confusion parmi les Canadiens et briser leur opposition au bellicisme et, en fait, sont sans fondement. Au contraire, la source la plus probable de toute menace à la souveraineté canadienne a toujours été notre soi-disant allié, les États-Unis.

Le gouvernement libéral fait pression pour une intégration plus poussée dans la machine de guerre des États-Unis précisément au moment où Trump et l'élite dirigeante américaine s'organisent pour lancer de nouvelles agressions contre les peuples du monde. La voie à suivre est claire. Notre véritable sécurité n'est pas dans l'achat du « bon » avion de combat américain pour enrichir davantage les monopoles de guerre américains et soutenir l'agression des États-Unis, mais dans notre solidarité avec les peuples du monde pour défendre leur droit d'être contre les préparatifs impérialistes américains pour une autre guerre mondiale. Le Canada doit se retirer de l'OTAN et de NORAD et de toutes les organisations militaires agressives. Les Canadiens doivent continuer de lutter pour un gouvernement antiguerre qui dira non au contrôle étranger de la défense aérienne du Canada, mettra fin à l'ingérence dans les affaires des pays souverains et deviendra une force indéfectible pour la paix dans le monde.

Journée d'action: «Grève pour la paix climatique, pas de nouveaux avions de chasse»

Le 24 juillet, 18 manifestations ont eu lieu dans 13 villes du Canada à l'occasion de la Journée nationale d'action « Grève pour la paix climatique, pas de nouveaux avions de combat », organisée par Voix des femmes pour la paix, World Beyond War et des militants antiguerre pour exiger que le gouvernement canadien abandonne son projet d'acheter 88 avions de combat.

Halifax, Nouvelle-Écosse



Montréal, Québec



Ottawa, Ontario



Toronto, Ontario



Hamilton, Ontario



Collingwood, Ontario



Waterloo, Ontario



Kitchener, Ontario



Regina, Saskatchewan



Vancouver, Colombie-Britannique ; Victoria, Colombie-Britannique





(Photos: LML, Canadian Voice of Women for Peace, K. Winkler, Brent Patterson, Hamilton Coalition to Stop the War)



**Le drapeau des puissances coloniales vaincues au Vietnam est hissé
sur la colline du Parlement**

**Le PCC(M-L) condamne la promotion de la division et
de la haine par le gouvernement canadien**



**Cérémonie déshonorante tenue sur la colline parlementaire le 30 juillet pour souligner
la « Journée du Parcours vers la liberté »**

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) condamne sans équivoque la cérémonie qui se tient aujourd'hui, 30 juillet, sur la colline du Parlement pour marquer le « Jour du Parcours vers la liberté ». Cette célébration réactionnaire et illégitime a lieu habituellement le 30 avril, une date qui a longtemps été célébrée au Vietnam et dans le monde comme le jour de la réunification du Vietnam. La cérémonie comprend la levée de l'ancien drapeau colonial du régime réactionnaire et collaborationniste que le peuple vietnamien a renversé en 1975.

Le PCC(M-L) a émis une déclaration qui se lit comme suit :

Il s'agit d'une célébration inacceptable qui vise à réécrire l'histoire et à renverser le verdict historique de la défaite des États-Unis au Vietnam, à saper les relations avec le Vietnam et à semer la division parmi les Canadiens d'origine vietnamienne aujourd'hui.

Le gouvernement du Canada appelle le 30 avril « Journée du Parcours vers la liberté^[1] » pour créer l'impression que tous les Vietnamiens qui vivent au Canada ont « échappé à la tyrannie ». Ce qui est faux et vise à servir certaines fins. En fait, certains ont fui pour échapper au châtimeur pour des crimes commis au service des impérialistes américains et ce sont ces personnes qui sont à l'origine de la promotion du drapeau de l'ancien régime colonial.

La célébration sert à cacher que ce ne sont pas les communistes, mais bien les impérialistes américains qui ont divisé le Vietnam, arrosé des villages de l'agent orange et qui sont à l'origine de tous les autres crimes contre le peuple vietnamien^[2].

L'ancien drapeau colonial est hissé sur la colline du Parlement pour donner libre expression à la haine de cette lie du régime impérialiste américain de Saïgon. Les mots vietnamiens utilisés pour « Journée du Parcours vers la liberté » se traduisent en français par « journée de la haine nationale ». Cela va à l'encontre de tout ce que les Canadiens défendent et tout ce en quoi ils croient.

Le Canada n'a pas d'affaire à faciliter les tentatives d'inciter à la haine et à l'anticommunisme contre le gouvernement du Vietnam et à diviser les Canadiens sur cette base.

À l'heure où des monuments et des symboles qui glorifient l'esclavage et le génocide sont renversés partout dans le monde, y compris au Canada dont l'histoire et les fondations sont liées à d'innombrables actes de génocide, d'esclavage et de traitement inhumain des générations futures et actuelles, hisser des drapeaux qui glorifient l'usage du napalm et de l'agent orange contre le peuple vietnamien sous prétexte de « lutte contre la tyrannie communiste » dépasse les bornes. Et cela se fait à la veille du 75^e anniversaire du bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki par les États-Unis qui étaient des crimes contre l'humanité de cette même nature, également commis au nom de la liberté, de la paix et de la démocratie.

De plus, ceux qui soutiennent cette soi-disant Journée du Parcours vers la liberté sont les mêmes forces qui se trouvent derrière la construction d'un monument anticomuniste à Ottawa qui est une excuse lamentable pour réhabiliter les collaborateurs nazis en tant que combattants de la liberté, promouvoir la haine de l'Union soviétique et des peuples soviétiques qui ont porté le gros des sacrifices consentis par les peuples du monde, y compris de nombreux Canadiens, pour ouvrir la voie à la paix, la liberté et la démocratie pendant la Deuxième Guerre mondiale, et s'opposer à tous ceux qui se sont battus pour la libération nationale et leur droit de décider de leur façon de vivre sans ingérence extérieure.

Le Canada et le Vietnam entretiennent des relations diplomatiques depuis près de 50 ans. Comment cela renforce-t-il les liens d'amitié entre nos deux pays et nos deux peuples que de glorifier les symboles de l'oppression coloniale et du génocide ? Comment cela fait-il honneur au Canada au pays ou à l'étranger ?

Les Canadiens d'un océan à l'autre, de tous les horizons, ont été sans égal aux côtés des peuples épris de paix et de justice du monde entier, dans leur opposition à l'agression américaine contre le Vietnam. De nombreux Canadiens sont venus dans ce pays pour échapper à la conscription aux États-Unis ou pour échapper au châtimeur infligé à ceux qui ont déserté les forces armées américaines parce que leur conscience ne leur permettait pas de commettre les crimes que le gouvernement américain leur ordonnait de commettre contre le peuple vietnamien.

Le PCC(M-L) regrette profondément que le gouvernement du Canada pense avoir le droit de

hisser le drapeau qui représente le régime qui a collaboré avec les fauteurs de guerre américains dans leur guerre d'agression contre le Vietnam.

Unissons-nous au peuple vietnamien et construisons une véritable amitié entre le Canada et le Vietnam !

Notes

1. À l'instigation d'éléments réactionnaires qui ont collaboré avec les agresseurs américains au Vietnam et ont trouvé refuge au Canada après s'être enfuis, le gouvernement de Stephen Harper a déclaré le 30 avril « Journée du Parcours vers la liberté » malgré les protestations officielles du gouvernement du Vietnam et de son ambassade à Ottawa, et malgré l'opposition exprimée par de nombreux Canadiens qui ont soutenu le peuple vietnamien pendant la guerre du Vietnam, y compris ceux qui ont trouvé refuge au Canada contre la conscription américaine et les crimes que les États-Unis commettaient contre l'humanité au Vietnam. Les Canadiens continuent de chérir les relations d'amitié entre les peuples du Canada et du Vietnam.

2. Les anticommunistes qui font la promotion du drapeau jaune ont collaboré avec le régime américain ont eux-mêmes commis des crimes contre leur peuple, puis ont tout fait pour échapper à la justice en qualifiant leur fuite de « parcours vers la liberté ». Certains étaient de grands barons de la drogue ou des trafiquants de femmes et d'enfants et ont été complices de crimes odieux contre le peuple.

(Photo: Senator Ngo official twitter page)



NON à la promotion de la haine! Oui à la promotion de relations amicales avec le peuple du Vietnam!

- La Société d'amitié Canada-Vietnam -

Le spectacle d'aujourd'hui, en ce 30 juillet 2020, sur la colline du Parlement, pour souligner la soi-disant « Journée du Parcours vers la liberté », est honteux. Cette journée est présentée aux Canadiens comme une occasion pour « célébrer l'incroyable contribution des Canadiens d'origine vietnamienne à notre grand pays », mais les mots d'ordre sur les bannières des personnes rassemblées sur la colline incitent

littéralement à la haine contre tout ce que représente le Vietnam d'aujourd'hui : son peuple, son gouvernement, son système social et économique. Le « Parcours vers la liberté » se dit en vietnamien « Tưởng niệm Quốc Hận 30-4 ». Il fait référence au 30 avril qui est la journée où le Vietnam et les peuples du monde célèbrent la libération nationale du Vietnam. Les mots vietnamiens utilisés pour « Parcours vers la liberté » se traduisent littéralement par « Journée nationale de la haine ».

Les mots d'ordre haineux n'ont pas leur place ici. Le drapeau jaune de l'ancien régime d'occupation colonial ne doit pas être hissé sur la colline du Parlement par les collaborateurs et les agents de ce régime colonial imposé par des puissances étrangères. Ce serait aussi déshonorant et insultant que de déployer sur la colline du Parlement canadien le drapeau de la France de Vichy ou le drapeau



Cliquer sur l'image pour agrandir

des Confédérés.

La Société d'amitié Canada-Vietnam appelle le gouvernement du Canada à arrêter de tenir cet évènement, à arrêter d'inciter à la division et à la discorde au sein de la communauté canadienne-vietnamienne et à cesser de promouvoir et de financer cette activité, et de mettre la colline du Parlement à la disposition d'individus qui incitent à la haine contre le Vietnam.

La journée du « Parcours vers la liberté » a été adoptée en 2015 par le gouvernement de Stephen Harper. En raison de la pandémie de la COVID-19, elle a été reportée de trois mois jusqu'au 30 juillet.

Pour de plus amples informations, écrire à : media@c-vfs.com

Visitez la [page Web de la Société d'amitié Canada-Vietnam](#).

(30 juillet 2020)



Déclaration d'un jeune Vietnamien né au Canada

Andy Tran est membre du Comité de Toronto pour les droits humains aux Philippines. Il est possible de le contacter à info@c-vfs.com.

Je suis un jeune d'origine vietnamienne né au Canada. Mes parents ont fui le sud du Vietnam au début des années 1980. Mes parents m'ont élevé dans la croyance que le drapeau à trois bandes du Vietnam du Sud était le seul véritable drapeau du Vietnam. Le Vietnam du Sud, le régime fantoche soutenu par les États-Unis de 1955 à 1975 pour résister au mouvement révolutionnaire de notre peuple, était pour eux le seul véritable Vietnam.

Pendant longtemps, je n'ai pas compris ce conflit. Je ne comprenais pas pourquoi ma famille détestait autant le drapeau à une étoile. Je ne savais pas pourquoi toutes les pagodes où nous nous rassemblions arboraient ce drapeau alors que le drapeau officiel du Vietnam était différent.

Maintenant, ayant étudié l'histoire de mon peuple et notre longue lutte pour la liberté, je comprends pourquoi ce drapeau à trois bandes est déployé ici au Canada. Je comprends qui sont ces gens qui y tiennent et pourquoi ils y tiennent. Ce drapeau représente une classe de Vietnamiens qui avaient plus à gagner à vivre sous le régime fantoche américain du Vietnam du Sud que dans un pays fondé sur les principes de l'indépendance, de la souveraineté et d'une perspective socialiste.

Ces individus ont vite fait de fuir lorsque la situation a viré à leur désavantage et maintenant, les voilà, cinquante ans après avoir perdu la guerre, déployant le drapeau d'un régime fantoche américain anéanti dont les avantages qu'ils en ont tirés étaient infimes comparativement aux horreurs que ce régime a imposées à l'ensemble de notre peuple.

Le fait que le drapeau à trois bandes du régime fantoche anéanti, mis sur pied par les États-Unis, soit déployé dans la capitale du Canada ne me surprend pas. Ce qui m'indigne c'est la version unilatérale mise de l'avant pour justifier des cérémonies comme la Journée du Parcours vers la liberté. Je trouve que c'est hypocrite et méprisable de la part du Canada d'inciter ouvertement à la division au sein de mon peuple tout en tirant avantage de sa relation politique et économique avec le Vietnam. Mon peuple mérite l'unité pour laquelle nous nous sommes battus et nous méritons que notre véritable histoire soit connue. Nous méritons notre drapeau.



Le drapeau officiel du Vietnam est fièrement hissé lors de la Journée de la réunification nationale le 30 avril 2020 sur le site historique de Hiên Luong-Bên Haié.



Le drapeau officiel du Vietnam est hissé à Hanoï le 30 avril 2020 (VNA)



Les monuments officiels en hommage aux racistes, nazis et fascistes

Les Canadiens s'opposent aux monuments commémoratifs nazis

- Dougal MacDonald -

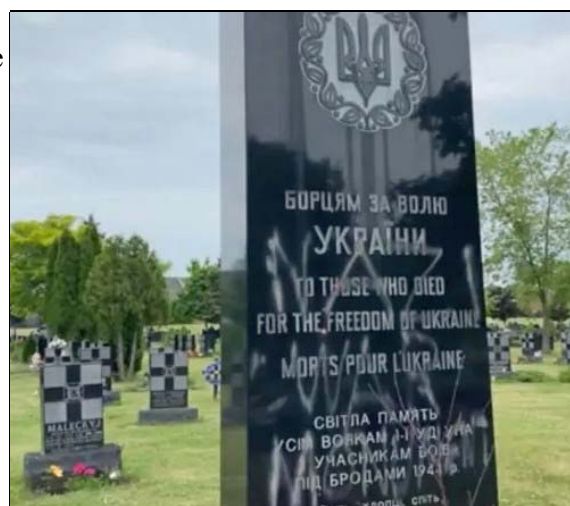
Le 6 juillet, des inconnus ont peint « Le communisme va gagner » et deux symboles de la faucille et du marteau sur une clôture du chantier du « Monument aux victimes du communisme » à Ottawa. Plusieurs réactionnaires ont hurlé que les mots écrits à la peinture aérosol était un crime haineux, ce qui est ridicule et une piètre tentative de cacher le fait que c'est le monument lui-même qui est le crime haineux. En fait, celui-ci est basé sur la définition hitlérienne du communisme qui comme ennemi principal de l'humanité doit être anéanti. Ainsi, s'il est censé rendre hommage aux

prétendues victimes du communisme, le monument est en fait un monument honorant les nazis et les fascistes qui ont combattu les communistes, les mêmes communistes qui ont conduit à la libération du monde contre les hitlériens et leurs alliés et qui ont fait de nombreuses autres contributions indélébiles à un monde meilleur.



Aux alentours du 21 juin, lors d'un incident similaire, les mots « monument de la guerre nazi » ont été écrits à la peinture aérosol sur un cénotaphe situé dans le cimetière ukrainien St-Volodymyr à Oakville, commémorant les soldats de la 14e division de la Waffen SS. (Il y a aussi une statue dédiée à la 14e division la Waffen SS dans un cimetière d'Edmonton.) Le tribunal militaire de Nuremberg à la conclusion de la Deuxième Guerre mondiale a déclaré la Waffen-SS, qui était sous le commandement direct de Heinrich Himmler, une organisation criminelle. Cependant, en 1950, à la demande de la Grande-Bretagne, le Canada laissait encore entrer près de 2 000 membres de cette organisation comme immigrants, sans égard à leurs sinistres antécédents. En 1985, une commission d'enquête sur les criminels de guerre au Canada a été lancée par le gouvernement Mulroney. Finalement, la conclusion ridicule de l'enquête de la Commission Deschênes a été qu'aucun criminel de guerre n'a été poursuivi avec succès, même si plusieurs d'entre eux pouvaient en fait être identifiés par leur nom.

La police régionale d'Oakville a d'abord déclaré que la peinture en aérosol du 21 juin du cénotaphe était un « crime haineux », mais a dû s'excuser lorsqu'elle a été interrogée par des défenseurs des droits humains qui demandaient comment l'opposition au nazisme pouvait être considérée comme un crime haineux. Sur Twitter, le chef de la police locale a approuvé un message appelant au retrait du monument. Le maire d'Oakville, Rob Burton, a déclaré : « Personnellement, cela me répugne, car j'ai des membres de ma famille qui sont morts en combattant les nazis. Si les lois ontariennes m'autorisaient à le faire retirer, il aurait disparu il y a 14 ans. » Le *Guardian*, dans un article du 17 juillet sur le cénotaphe d'Oakville, note des liens clairs entre la Waffen SS et les crimes de guerre : « La 14e division était composée de nationalistes ukrainiens qui ont rejoint les nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale. On



pense que des membres de cette division ont assassiné des femmes et des enfants polonais, ainsi que des Juifs. » De nombreux chercheurs valident ces affirmations[1].



Deux autres statues se trouvent à Edmonton commémorant les Ukrainiens qui ont combattu avec les forces de l'Allemagne nazie. L'une d'elles, financée en partie par les contribuables canadiens, est celle du collaborateur nazi Roman Choukhevytch, érigée au milieu des années 1970. Les 9 et 10 décembre 2019, des inconnus ont écrit à la peinture aérosol « racaille nazie » sur le buste de Roman Choukhevytch. Auparavant, le 15 novembre 2019, Daniel Moser avait fourni des faits importants sur Roman Choukhevytch dans l'*Alberta Jewish News* : « Après la fin de son association formelle avec l'Allemagne nazie, Roman Choukhevytch a continué de commettre des meurtres de nature antisémite. En 1943, déclarant son indépendance tout en maintenant son allégeance à l'Allemagne nazie, Roman Choukhevytch a été le commandant suprême de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA)

nouvellement créée dont la première priorité était de créer un pays ukrainien homogène sur le plan ethnique. L'UPA est responsable du massacre de 60 000 à 100 000 personnes d'origine polonaise, de milliers de juifs et bien d'autres. » Ceux qui veulent falsifier l'histoire et blanchir leurs propres crimes nient évidemment tout cela et insistent pour faire de Roman Choukhevytch un héros qui a combattu pour la liberté.

Un autre incident antérieur important et connexe a été la révélation en mars 2017 du fait que le grand-père de la vice-première ministre du Canada, Chrystia Freeland, Michael Chomiak, était un collaborateur et propagandiste nazi en Pologne occupée durant la guerre de 1940 à 1945. Beaucoup de choses peuvent être dites à ce sujet[2], mais notons ici que Chrystia Freeland a dissimulé le fait qu'il était un collaborateur et qu'elle l'appelle toujours un « combattant de la liberté ». Interrogée à ce sujet, elle a choisi de détourner l'attention et a plutôt blâmé les Russes pour avoir prétendument répandu de fausses nouvelles durant la campagne électorale pour faire dérailler la démocratie canadienne. Encore plus dégoûtant, c'était de voir une cabale de journalistes, de professeurs et d'experts de toutes sortes se porter à sa défense. On a voulu éviter à tout prix que les Canadiens se mettent à questionner les positions du gouvernement libéral de Chrystia Freeland : défendent-ils l'idéal de démocratie que les Canadiens chérissent ? Est-ce la démocratie pour laquelle ils ont versé leur sang en combattant les nazis et leurs collaborateurs pendant la Deuxième Guerre mondiale ?

Le projet du monument commémoratif aux « victimes du communisme » à Ottawa, que les libéraux sont tellement pressés de terminer, a été proposé pour la première fois au gouvernement Harper en 2008 après que Jason Kenney, alors secrétaire d'État au Multiculturalisme et maintenant premier ministre de l'Alberta, a été approché par l'ambassadeur de la République tchèque, Pavel Vosalik. Ce n'est pas par hasard qu'en 2009 la Chambre des communes du Canada a adopté à l'unanimité une résolution désignant le 23 août comme la Journée nationale de commémoration des victimes du communisme et du nazisme. Il convient également de noter que les États-Unis ont terminé en 2007 la construction de leur propre monument anticomuniste, inauguré par le criminel de guerre George W. Bush. En raison de l'opposition continue des gens de partout au Canada, la construction du monument commémoratif à Ottawa a été retardée à plusieurs reprises, la taille du monument a dû être réduite et l'emplacement a été contesté. Suite à la défaite de Harper

en 2015, le gouvernement Trudeau a relancé le projet et le design a été choisi en juin 2018. Le monument est actuellement en construction dans l'atelier de l'architecte et sera installé au Jardin des provinces et territoires une fois terminé.

Le groupe douteux à l'origine du monument s'appelle Tribute to Liberty (TTL - Hommage à la liberté) et est dirigé par Alide Forstmanis, aidée par son mari Talis. Les liens de TTL avec les collaborateurs lettons et leur haine des communistes et des juifs sont connus et vérifiables. Pendant l'occupation nazie de la Lettonie, le père de Talis Forstmanis, Fricis, était rédacteur technique dans une maison d'édition antisémite et anticommuniste appelée Zelta abele et, comme le grand-père de Freeland, Michael Chomiak, il a également travaillé pour un journal nazi appelé *Tevija* (Patrie). *Tevija* était le seul journal publié en Lettonie sous l'occupation nazie de juillet 1941 à octobre 1944. La couverture du premier numéro comprenait une photo d'Adolf Hitler avec la mention : « Désormais, la Lettonie est libérée des communistes et des juifs ». Les numéros suivants comportaient de la propagande antisémite, antisoviétique et anticommuniste et des citations d'Hitler et de Goebbels. Aujourd'hui, Talis Forstmanis est trésorier de la branche canadienne de Daugavas Vanagi, une organisation fondée par et pour les vétérans lettons des Waffen-SS qui ont combattu pour l'Allemagne nazie et se sont enfuis vers des régions de l'Allemagne nazie contrôlées plus tard par les États-Unis. La Lettonie est maintenant un foyer de résurgence néonazie en Europe.

TTL a d'abord tenté de recueillir des fonds auprès du public canadien pour financer son honteux projet commémoratif, mais ce fut un échec total en raison de l'opposition de Canadiens de tous les horizons. Toute la campagne de financement a été un échec lamentable, bien que ses partisans aient prétendu que « tous les Canadiens » sont pour le monument. Donc, en définitive, le projet était si « populaire » que TTL a dû finalement opter pour un financement de l'État. Le coût du monument commémoratif prévu par le gouvernement Harper était initialement de plus de 5 millions de dollars, puis ramené à 3 millions de dollars en 2015. Le gouvernement Trudeau a réduit davantage le coût et remis 1,5 million de dollars au projet privé, en plus de 500 000 dollars « pour la conception ». TTL demande toujours des dons sur son site Web. Le design final du monument est le résultat d'un concours entre cinq architectes qui s'est terminé en juin 2018 avec la sélection d'un groupe dirigé par l'architecte torontois Paul Raff.

Il est important de se poser la question suivante : qui sont les soi-disant victimes du communisme à qui le monument au Canada est censé rendre hommage ? Incluent-elles tous ces soi-disant nationalistes et « combattants de la liberté » qui ont activement collaboré avec les nazis dans les pays occupés pour lutter contre l'Union soviétique et qui ont massacré des civils dans ces pays pendant la guerre antifasciste ? Incluent-elles Hitler, Goebbels, Himmler et leurs sbires qui ont tué plus de 50 millions de personnes au nom de la lutte contre la « conspiration judéo-bolchevique » pour finalement être vaincus de façon décisive sur le champ de bataille par l'Union soviétique, la résistance communiste et les peuples des pays occupés ? Ou l'identité des victimes restera-t-elle vague et se contentera-t-on de citer le nombre fictif qui ne finit pas de grossir dans les tirades de Donald Trump, Boris Johnson et de leurs semblables ?

Le monument aux « victimes du communisme » proposé pour le Canada s'inspire de celui déjà construit aux États-Unis. Il fait partie de la campagne en cours en Europe et en Amérique du Nord pour falsifier l'histoire, bloquer la voie au progrès de la société, empêcher le renouveau démocratique et dissimuler et poursuivre les crimes de l'impérialisme anglo-américain contre la classe ouvrière et les peuples du monde. Il ne s'agit pas simplement d'une tentative de construire un monument commémoratif unique, c'est une campagne organisée pour renverser le verdict des peuples qui ont condamné il y a longtemps le nazisme, le fascisme et le militarisme et les ont relégués à la poubelle de l'histoire. S'il faut un monument au Canada, il doit être à la mémoire des millions de personnes dans le monde victimes de la démocratie de la guerre froide, massacrées par ceux qui ont usurpé le pouvoir pour protéger et promouvoir leurs intérêts antipeuple. Il n'est certainement pas dans l'intérêt des Canadiens ou des peuples du monde d'avoir des monuments

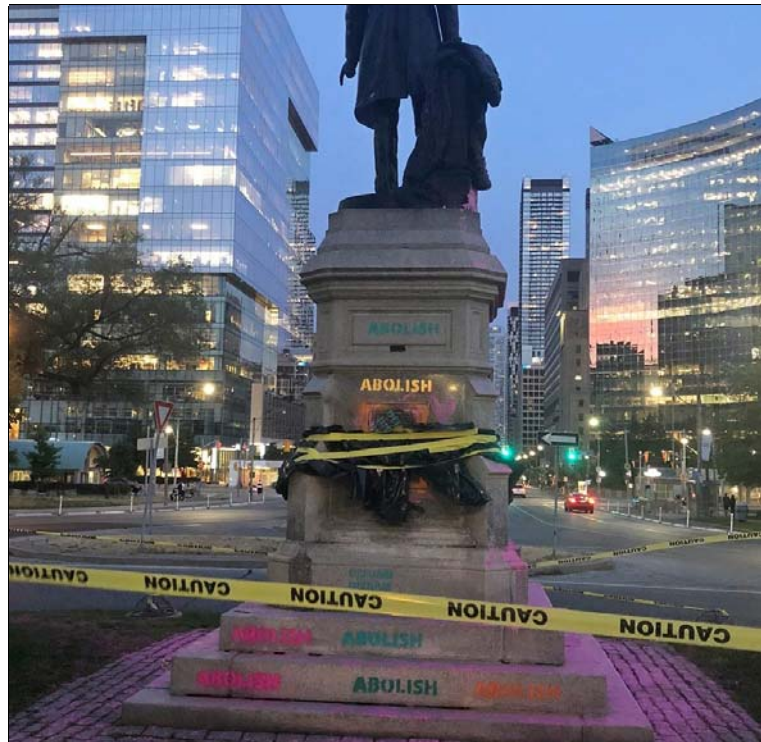
consacrés aux prétendues « victimes du communisme » cyniquement conçus pour dissimuler une tentative revancharde et ignoble de réhabiliter les ennemis déclarés des peuples.

Notes

1. Voir Littman, Sol, *Pure Soldiers or Sinister Legion*, Black Rose, Toronto, 2003
2. Voir le [LML du 18 mars 2017](#) consacré à ce sujet



Manifestation contre les monuments racistes et coloniaux



Le 18 juillet, une manifestation a eu lieu au centre-ville de Toronto pour réclamer le retrait des monuments colonialistes et racistes. Un monument d'Egerton Ryerson, l'un des principaux architectes du système des pensionnats autochtones, le premier premier ministre du Canada, John A. Macdonald, qui a mis en oeuvre une politique de vol de terres et de famine pour étouffer la rébellion des Métis, et la statue du roi Édouard VII qui a été donnée à Toronto en 1969 par l'Inde alors que celle-ci se débarrassait des vestiges de la domination britannique, ont été recouverts de peinture rose.

La police a encerclé la manifestation et arrêté trois manifestants. Ils ont été détenus pendant près de 16 heures et des manifestants se sont rassemblés devant le poste de police pour exiger leur libération. Les trois manifestants se sont vu refuser un avocat et l'un d'eux s'est vu refuser des médicaments pendant des heures. Ils ont tous refusé de signer des papiers leur imposant des conditions.

Les actions de soutien et les protestations des symboles du colonialisme et du racisme se poursuivent.



Partisans devant le poste de police 52 qui exigent la libération des activistes détenus, le 18 juillet 2020.

La criminalisation de la dissidence des Noirs doit cesser, les monuments rendant hommage aux racistes et au racisme doivent être retirés

- Artistes en appui à la vie des Noirs -



Une lettre ouverte en appui à Black Lives Matter Toronto, aux personnes arrêtées et aux artistes

Nous, un groupe d'artistes, de gestionnaires, de conservateurs et professionnels du monde des arts, voulons exprimer notre préoccupation et notre colère face à la criminalisation de manifestations pacifiques, d'interventions artistiques, de la dissidence et des actions des Noirs. Black Lives Matter Toronto (BLMT) a récemment organisé une intervention pacifique pour mettre en lumière comment la société canadienne rend hommage au racisme et à la violence coloniale avec des monuments en hommage à Egerton Ryerson, John A. Macdonald et le roi Edward VII. Cette manifestation a été perturbée par un énorme déploiement de tactiques d'intimidation et de harcèlement policiers.

Plus de vingt policiers ont pris en souricière trois des participants qui ont été arrêtés et retenus pendant plus de 16 heures sans aucune explication ni confirmation. Ils n'ont pas eu accès à un

avocat pendant une période de cinq heures. Ces artistes ont été détenus sans accès à des soins médicaux et sans médicaments essentiels. Lorsqu'interrogée, la police a dit des faussetés et a changé sa version des faits à de nombreuses reprises au cours de la journée. BLMT a appelé à un rassemblement à 18 heures pour exiger la libération des artistes détenus. À 17 h 24, la police a publié un communiqué de presse pour dire que deux des trois artistes avaient été libérés. Les membres de BLMT n'ont pas été en mesure d'entrer en contact avec leurs collègues « libérés ». Après le départ des journalistes, vers 20 h, la police a changé sa position et dit que tous les trois étaient toujours détenus.

Les monuments en question ne peuvent être qualifiés que de racistes. Egerton Ryerson était le principal architecte du système des pensionnats indiens au Canada, un système génocidaire qui a terrorisé plusieurs générations d'enfants et de familles autochtones. Il a aussi appuyé le système scolaire ségrégué qui séparait les enfants noirs des enfants blancs.

Sir John A. MacDonald a créé et encouragé des politiques génocidaires et il a présidé à une politique visant à affamer intentionnellement des communautés autochtones qui a fait plus de 10 000 victimes entre 1800 et 1855. MacDonald était proche de la Maafa, le commerce d'esclaves, dans les Amériques et appuyait ouvertement la Confédération favorable à l'esclavage pendant la Guerre civile américaine.

La statue du roi Edward VII est un monument colonial qui a d'abord été érigé dans un square public à Delhi en Inde. Renversée par le peuple indien au moment de l'Indépendance, elle a été démenagée au Canada par des intérêts privés et érigée, contre le gré du conseil municipal de l'époque, dans un des espaces le plus en vue de Toronto.

L'intervention artistique contre les monuments a une histoire bien établie. Les monuments ne sont pas des symboles historiques, ils sont des symboles d'emphase intentionnelle. Les réponses artistiques à ces monuments sont à la fois une affirmation de liberté d'expression politique et une pratique artistique reconnue.

Nous affirmons que ces monuments rendent hommage au legs de violence raciale, de ségrégation et de génocide et que leur présence dans l'espace public rappelle que la vie et l'histoire des Noirs et des Autochtones ne sont pas mises en valeur dans les espaces que nous partageons tous. Ces monuments incarnent des systèmes oppresseurs sanctionnés par l'État et contribuent à perpétuer l'insécurité, l'emprisonnement et la mort aux mains de la police des Noirs et des Autochtones.

Ces monuments doivent être retirés. Nous affirmons que l'action de BLMT et de ses alliés samedi [le 18 juillet] était une intervention artistique pour briser le récit de la suprématie blanche. Il n'y a pas de place pour ces monuments dans notre société. La criminalisation des personnes qui participent à des manifestations exigeant leur retrait et le définancement de la police ne fait que consolider le racisme anti-Noirs et anti-Autochtones profondément enraciné dans les forces policières de Toronto.

Avec Black Lives Matter Toronto, nous exigeons :

- le retrait de ces monuments ;
- que cessent la criminalisation de manifestations pacifiques et la surveillance continue de BLMT ;
- le retrait de toutes les accusations contre les détenus liés à l'intervention : Jenna Reid, Danielle Smith et Daniel Gooch ;
- que soit immédiatement réduit d'au moins 50 % le budget actuel de 1,1 milliard de dollars de la police de Toronto (au lieu du 10 % de compressions proposé par les conseillers de la ville de Toronto) ;

- la mise sur pied d'équipes d'intervention et d'appui en cas de crises de santé mentale et auprès des personnes ayant un handicap qui seront dirigées par des personnes noires et autochtones ;

Les membres de BLMT sont des gens, surtout des jeunes, qui ont décidé de s'engager parce qu'ils croient aux valeurs de décence, de démocratie et de justice. Nous exigeons un leadership à un moment critique qui évolue vers un mouvement pour la justice sociale — un mouvement qui reflète vraiment les préoccupations des communautés concernées et fondé sur l'intégrité, l'amour, la compassion et une véritable égalité pour tous.

Pour ajouter votre nom en tant que signataire de cette lettre, écrire à artistsXforXblackXlives@gmail.com.

Pour voir la liste intégrale de signataires, cliquez [ici](#).

(23 juillet 2020)



30 ans du Forum de Sao Paulo

Message de salutations du PCC(M-L)



Le Forum de Sao Paulo a été créé en juillet 1990 lorsque des partis révolutionnaires et progressistes d'Amérique latine et des Caraïbes se sont réunis au Brésil pour discuter de la nouvelle situation internationale après l'effondrement de l'Union soviétique et des conséquences des politiques néolibérales qu'une majorité des gouvernements de la région ont été poussés à adopter. Fidel Castro et l'ancien président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva ont joué un rôle décisif dans le développement du Forum.

À l'occasion du 30e anniversaire, nous publions le message de salutations adressé au Secrétariat du Forum de Sao Paulo par la dirigeante nationale du PCC(M-L) Anna di Carlo et le secrétaire du Département des affaires internationales du Comité central Claude Brunelle, ainsi que le discours prononcé par Miguel Diaz-Canel, président de la République de Cuba, le 28 juillet lors de la réunion virtuelle des dirigeants à l'occasion du 30e anniversaire de la fondation du Forum de Sao Paulo.

Message de salutations du PCC(M-L)

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) fait part de ses salutations et félicitations révolutionnaires au Forum de Sao Paulo à l'occasion de son 30e anniversaire.

Aujourd'hui plus que jamais, la lutte de nos peuples pour la souveraineté, le bien-être et la paix exige le développement d'un mouvement anti-impérialiste fort, dans lequel tous les peuples, s'appuyant sur l'unité dans l'action, développent une lutte sur tous les fronts contre l'ennemi commun représenté par l'impérialisme américain et ses alliés nationaux et internationaux.

Il y a trente ans, grâce à la vision du commandante Fidel et à l'initiative du président Lula, il fut possible de faire mentir l'affirmation impérialiste selon laquelle la chute de l'URSS et du bloc socialiste en Europe de l'Est signifiait la fin de l'histoire. Partant de la conviction inébranlable qu'il existe des alternatives pour la création d'un monde meilleur, une formidable énergie est née de toutes les forces révolutionnaires, progressistes et démocratiques de Notre Amérique pour faire triompher l'aspiration des peuples à exercer leur souveraineté, à élever leur bien-être et à réaliser la paix.

L'arrivée de gouvernements progressistes poursuivant des politiques prosociales et la création d'institutions importantes telles que l'UNASUR, la CÉLAC et l'ALBA, toutes visant à réaliser l'intégration régionale et le maintien de la souveraineté de chaque peuple, ont marqué de manière concrète la volonté de faire de l'Amérique latine et des Caraïbes une zone de paix, libre de toute ingérence étrangère.



Nous avons également vu comment, pendant ces 30 années, l'empire et ses alliés n'ont pas renoncé à leurs ambitions de dominer les peuples de notre Amérique et de contrôler leurs ressources humaines et naturelles pour leur propre bénéfice. Ils n'ont jamais accepté la volonté des peuples de décider eux-mêmes de leur avenir et de vivre en paix. Ainsi, ils ne sont jamais passés à la défensive, ils n'ont que changé leur stratégie et mis au point de nouvelles méthodes telles que les coups d'État constitutionnels et la judiciarisation de la politique pour retirer les dirigeants progressistes du pouvoir exécutif, sans pour autant renoncer aux anciennes méthodes, telles que le financement de forces réactionnaires internes pour provoquer le chaos, la violence et les assassinats pour ensuite justifier l'intervention armée, l'espionnage et l'ingérence de l'Organisation des États américains (OÉA), au sein de laquelle ils comptent sur leurs laquais comme le Canada pour attaquer la crédibilité des gouvernements progressistes et le droit démocratique des peuples de choisir librement leurs gouvernements et les politiques qui façonneront leur avenir.

Au cours de ces 30 années de lutte intense, le Forum de Sao Paulo a été un centre de débat pour l'élaboration de plans et la planification d'actions pour continuer à avancer sur la voie de la paix, de l'intégration et du bien-être des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes. C'est à l'honneur de la secrétaire de direction du Forum de Sao Paulo d'avoir constamment soutenu que le Forum est un lieu d'échange de forces progressistes organisées, où les problèmes concrets auxquels nous sommes confrontés peuvent être examinés à la lumière des expériences et des besoins du moment présent.

Notre Parti était présent aux premières rencontres il y a trente ans et durant ces trente années nous

avons toujours défendu au Canada l'unité avec les peuples de Notre Amérique, contribuant à l'avancement des grands objectifs de la paix et de la souveraineté des peuples et à faire en sorte que le Canada ne serve plus de base à l'agression des États-Unis contre d'autres nations et peuples. Nous étions présents il y a 30 ans et nous sommes présents aujourd'hui pour préserver l'unité dans l'action de tous les peuples de notre Amérique dans la lutte anti-impérialiste pour la souveraineté, le bien-être et la paix pour tous.

Salutations révolutionnaires,

Anna Di Carlo
Dirigeante nationale

Claude Brunelle
Secrétaire aux relations internationales
Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)

L'unité anti-impérialiste est la tactique et la stratégie de la victoire

- Le président cubain Miguel Diaz-Canel -



Discours par visioconférence lors de la Réunion de dirigeants à l'occasion du 30e anniversaire de la création du Forum de Sao Paulo le 28 juillet. Ont également participé à la rencontre le président Nicolas Maduro de la République bolivarienne du Venezuela, le président Daniel Ortega et la vice-présidente Rosario Murillo du Nicaragua et Monica Valente, secrétaire exécutive du Forum de Sao Paulo.

Chers Nicolas, Daniel, Rosario et Monica,

Frères et soeurs des forces politiques qui suivent cette visioconférence avec intérêt,

Je suis accompagné du camarade José Ramon Machado Ventura, deuxième secrétaire du Comité central de notre Parti, et du camarade Bruno Rodriguez, ministre des Relations extérieures de la

République de Cuba et membre de notre Bureau politique.

Merci, Daniel, pour vos paroles ; merci, Maduro, pour vos paroles, pour le livre et pour la belle vidéo sur Chavez.

Il y a trente ans, les prophètes du désespoir, les enthousiastes du marché, les porte-paroles de la pensée unique ont voulu faire croire au monde que l'Histoire était révolue.

Et nous sommes là, les défenseurs insoumis de l'espoir et d'un autre monde possible, célébrant les 30 ans d'une étreinte qui fait déjà partie de l'histoire.

Nous célébrons aujourd'hui le 30e anniversaire du Forum de Sao Paulo, une idée née du génie politique de Fidel et d'un protagoniste exceptionnel de cet exploit unitaire : le frère Lula, ancien président et leader de la gauche brésilienne et latino-américaine.



Fidel Castro Ruz et Luiz Inacio Lula da Silva

Lorsque l'Union soviétique et le camp socialiste en Europe de l'Est se sont désintégrés et que leurs fossoyeurs ont entrepris d'enterrer les idées de liberté de la gauche de ce côté du monde, la création du Forum de Sao Paulo fut comme un coup porté au navire qui semblait partir à la dérive.

Les forces politiques révolutionnaires, progressistes et démocratiques d'Amérique latine et des Caraïbes ont convergé dans cet espace d'accord légitime et de construction de l'unité de la gauche pour l'émancipation et l'intégration de nos peuples contre la doctrine Monroe et ses alliés sur le continent.

La marche de l'Histoire n'a pas pu être interrompue. Les idéaux socialistes ont été ravivés dans l'« arrière-cour » de l'empire avec leur propre personnalité et leur propre force. Aujourd'hui, il est juste de reconnaître le travail du camarade Lula et des dirigeants du Parti des travailleurs du Brésil à la tête du Secrétariat exécutif du Forum de Sao Paulo.

Cette célébration nous permet également de remercier le Forum de Sao Paulo pour son soutien permanent au peuple cubain et surtout pour la campagne de solidarité en faveur de la levée du blocus exercé contre Cuba qu'il a menée cette année.

Cette rencontre virtuelle coïncide avec le 66e anniversaire de la naissance d'un ami cher de Cuba que Fidel a décrit comme le meilleur ami de Cuba et de tous les peuples qui luttent : le commandant Hugo Rafael Chavez Frias qui, au Forum de Sao Paulo en 2012, nous a invités à poser « sans crainte la pierre angulaire de la libération de l'Amérique du Sud, de l'Amérique latine, des Caraïbes et du monde ».

L'exemple invincible de Chavez nous invite désormais à poursuivre la lutte, avec fermeté et optimisme, convaincus qu'il n'y a pas d'obstacles, aussi difficiles qu'ils puissent paraître, que nos peuples, unis, ne puissent surmonter, comme le prouvent aujourd'hui le Venezuela, le Nicaragua et Cuba.

« Des médecins et non des bombes », s'est exclamé un jour Fidel, répondant à la ridicule prétention impériale de soumettre les peuples par des guerres et des menaces d'intervention contre 60 ou plus « coins sombres du monde ».

Et nous assistons aujourd'hui à la confirmation de ses paroles, au milieu du drame humain le plus complexe de la planète en temps réel.

Même les armes les plus puissantes et les plus sophistiquées n'ont pas réussi à enrayer la nouvelle pandémie de coronavirus. Au contraire, l'essence réelle et antihumaine du capital est devenue plus visible et plus terrifiante, avec l'exaltation du marché et son essor incontrôlé sous les règles impitoyables du néolibéralisme : des gouvernements qui assistent impuissants à l'effondrement de leur système de santé, incapables de sauver des millions de vies, même celles que l'on croyait hors de danger dans le puissant, agité et brutal empire du Nord qui nous méprise.

La région des Amériques est aujourd'hui le triste épiscentre de la pandémie. Les politiques néolibérales de nombreux gouvernements qui s'attachent à sauver le marché au détriment de la vie humaine rendent impossible de prévoir le moment où le contrôle définitif de la maladie sera possible. La propagation du virus est un fait, si l'on sait que le premier million de cas a mis 96 jours pour arriver, et le dernier seulement 16. Les paradigmes néolibéraux sont tombés dans le discrédit absolu. Que cela plaise ou non à leurs fidèles partisans, l'histoire de leur expérience économique est sur le point de se terminer ou l'existence humaine sera encore plus compromise.

Face à l'urgence incontestable que représente la pandémie pour tous, le gouvernement des États-Unis n'a pas renoncé à ses plans hégémoniques pour la région, il a relancé la doctrine Monroe et le maccarthysme, il a intensifié l'ingérence ainsi que la menace du recours à la force et la promotion de la judiciarisation de la politique contre les dirigeants et les organisations de gauche et progressistes.

Alors que des milliers de personnes meurent chaque jour sur le territoire de l'empire, les locataires actuels de la Maison-Blanche exercent une pression permanente sur les gouvernements qui ne leur sont pas subordonnés et ils sont soutenus par les laquais régionaux qui agissent dans leur intérêt.

Dans ce scénario ignoble se distinguent les actions d'ingérence et les violations du Droit international que l'impérialisme commet contre la République bolivarienne du Venezuela. Nous les condamnons et les rejetons avec la même véhémence avec laquelle nous ratifions notre solidarité avec notre frère le président légitime Nicolas Maduro Moros et l'Union civico-militaire qui défendent la souveraineté de leur pays.

Nous réaffirmons également notre solidarité avec le gouvernement et le peuple sandiniste, dirigé par le commandant Daniel Ortega, et rejetons les mesures coercitives unilatérales qui menacent la paix, le bien-être, la justice et le développement du peuple nicaraguayen.

Nous ratifions, une fois de plus, notre attachement le plus strict à la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Zone de paix, signée par les chefs d'État et de gouvernement

d'Amérique latine et des Caraïbes en janvier 2014 à La Havane, et réitérons notre engagement indéfectible en faveur de l'éradication du colonialisme jusqu'à ce que la dette envers les peuples vivant encore sous le statut colonial soit acquittée.

Chers frères,

Je parle au nom de la Cuba souveraine, révolutionnaire et solidaire qui ne se laissera jamais soumettre ni par la séduction ni par la force : la patrie de Martí, Fidel et Raul.

Je parle au nom d'un peuple héroïque et noble qui, il y a 60 ans, a résisté au plus cruel et génocidaire des blocus, un siège économique, commercial et financier qui nous est imposé par la plus grande puissance mondiale et qui s'est intensifié en plein milieu de la lutte contre la pandémie, avec une traque implacable et écoeurante qui n'a pas renoncé au plan de nous rendre par la faim et les pénuries.

Sous la direction du Parti, le gouvernement de notre petite nation soumise à un blocus, avec les organisations politiques, de masse et sociales et son peuple, a contrôlé et est en train de vaincre, sans excès de confiance, la COVID-19.

Cette victoire qui inclut notre engagement à la rendre durable dans le temps est le fruit de la volonté d'un État socialiste qui place l'être humain au centre de ses politiques, avec un système de santé gratuit et universel, et l'intelligence concertée et dévouée des professionnels et des travailleurs de la santé, des sciences, et des industries biotechnologie et pharmaceutique.

Après plus de quatre mois de lutte active contre la pandémie, nous déplorons à Cuba la perte de 87 vies pour cette cause, mais nous sommes réconfortés et encouragés par le fait qu'aucun enfant, aucune femme enceinte, aucun médecin et aucun travailleur de la santé n'est décédé.

Des succès incontestables ont été obtenus grâce à l'action coordonnée de notre système de santé et du réseau d'institutions scientifiques du pays, en intégrant l'expérience accumulée pendant 60 ans de science et de médecine révolutionnaires aux mesures adoptées par le gouvernement.

Pour l'étape post-COVID-19, nous avons approuvé une stratégie qui devrait nous permettre de revenir progressivement, pas à pas et de manière asymétrique, à la nouvelle normalité des activités productives et sociales.

Le Bureau politique du Parti, lors d'une réunion présidée par son premier secrétaire, le général d'armée Raul Castro Ruz, a approuvé la stratégie économique pour faire face aux effets négatifs de la pandémie, nous relever et atteindre des niveaux adéquats de développement et de bien-être de tout notre peuple, sans abandonner aucun citoyen à son sort.

Comme je l'ai souligné récemment, ces résultats semblent avoir mis nos adversaires très mal à l'aise. L'agressivité du gouvernement des États-Unis à l'égard de l'Île s'accroît, tout comme ses plans de subversion politique et idéologique, avec des actions visant à discréditer les dirigeants cubains et le travail de notre gouvernement, parallèlement aux tentatives permanentes de créer une explosion sociale et de promouvoir des tendances oppositionnelles au sein de nos institutions.

Nous sommes aux prises avec des plans très bien conçus et lourdement financés pour agir avec une férocité et une impunité sans précédent sur les multiples plateformes qui composent la scène médiatique contemporaine complexe. Nous ne sommes pas surpris. Les stratégies de manipulation, de distorsion de la réalité et de tromperie qui sont utilisées quotidiennement pour confondre et démobiliser les combattants sociaux et les habitants de notre région ne sont pas différentes.

Mais nous sommes un peuple de la trempe de Fidel qui a éliminé très tôt le mot « reddition » de son dictionnaire politique.

Nous connaissons et affrontons l'ennemi déclaré et agressif sans nous dévier de nos priorités politiques et sociales, sans nous éloigner d'un millimètre de la vocation de solidarité, cultivée par Fidel et la Révolution, avec l'aide d'autres peuples frères qui, comme l'a affirmé le Che, réclament le soutien de nos modestes efforts.

Quarante-cinq brigades Henry Reeve spécialisées dans la lutte contre les catastrophes et les grandes épidémies travaillent aujourd'hui dans 38 pays et territoires, avec 3 772 membres – dont 2 399 femmes – qui ont traité plus de 250 000 patients dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 et sauvé plus de 8 000 vies. En outre, 28 000 coopérants de la santé dans 58 pays se sont joints aux efforts nationaux et locaux pour lutter contre la maladie, prenant en charge plus de 83 268 patients atteints de COVID-19 et sauvant 13 636 vies à ce jour.

L'altruisme de nos professionnels de la santé dérange l'empire qui, au lieu de s'occuper de la grave situation de ses citoyens infectés, déclenche une campagne de discrédit contre la coopération médicale cubaine.

Cette guerre inutile ne pourra pas détruire ou plonger dans l'oubli l'oeuvre humaine en faveur de la vie accomplie par nos professionnels et qui suscite l'admiration et le respect de millions de personnes reconnaissantes dans le monde entier. C'est pourquoi tant de personnes sur la planète encouragent le mouvement en faveur de l'attribution du prix Nobel de la paix au Contingent Henry Reeve.

Dans cette bataille, il convient de souligner la collaboration fraternelle entre la Révolution bolivarienne du Venezuela, la Révolution sandiniste du Nicaragua et la Révolution cubaine, trois révolutions dont les gouvernements se consacrent entièrement à sauver des vies et à assurer le bien-être de leur peuple respectif ; trois révolutions qui, face à l'assaut brutal de l'empire et de la droite néolibérale alliée au continent, ont su se défendre avec intégration et fermeté et préserver, dans des conditions très difficiles, l'indépendance, la souveraineté et la dignité de la patrie de Bolivar et Chavez, de Sandino et Carlos Fonseca, de Marti et de Fidel.

Cette expérience confirme que seules la coopération et la solidarité internationales permettront de sauver l'humanité de cette crise sans précédent dans l'histoire du monde.

La préface du « Consensus de notre Amérique », un document issu de l'expérience de lutte du Forum de Sao Paulo, est dédiée au leader de la Révolution cubaine et souligne : « Parmi les incommensurables exemples que Fidel a laissés en héritage aux révolutionnaires d'Amérique latine et des Caraïbes, deux exemples se distinguent qui se sont avérés décisifs dans les luttes de nos peuples, de nos partis et de nos mouvements. Ce sont l'unité et un internationalisme conséquent. »

Fidèle à son héritage et face à la réalité difficile que nous vivons, le peuple cubain continue à construire un socialisme prospère et durable avec comme prémisse, comme l'a souligné le général d'armée Raul Castro Ruz : « L'enseignement permanent de Fidel est que oui, c'est possible, que l'Homme est capable de surmonter les conditions les plus difficiles s'il ne perd pas sa volonté de gagner, s'il fait une évaluation correcte de chaque situation et s'il ne renonce pas à ses principes justes et nobles. »

Chers frères,

Depuis Cuba, nous continuerons sur la voie de l'indépendance et de la souveraineté, avec le peuple comme principal protagoniste. Aucune pandémie, aucun blocus, aucune pression impériale ne nous feront changer de cap.

Nous appelons les forces politiques qui composent le Forum de Sao Paulo à se mobiliser ensemble pour faire face aux nouveaux défis, avec les mouvements sociaux et populaires et les intellectuels de gauche.

L'indépendance réelle et définitive de Notre Amérique dépend du caractère, de la force et de la raison de nos luttes actuelles.

Nous continuerons, avec le Forum de Sao Paulo, à contribuer à l'unité et à l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Les peuples font l'histoire, même si d'autres l'écrivent. Aucun empire ne peut décréter sa fin alors qu'il reste encore des chaînes à briser, des murs à abattre, des exclusions et des abus à combattre.

Pour la vie et l'indépendance de notre peuple ; pour l'héritage de nos fondateurs qui nous ont appris que même dans les conditions les plus difficiles, ce fut toujours possible, c'est toujours possible et ce sera toujours possible ; pour les nouvelles générations qui ont suivi, comme l'a expliqué Maduro ; pour l'unité anti-impérialiste qui est la tactique et la stratégie de la victoire : Nous lutterons, nous vivrons et nous vaincrons ! (*Applaudissements*)



(Granma, 30 juillet 2020)



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez Le Marxiste-Léniniste

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca